A photograph of three young girls of African descent washing their hands in a pink plastic basin. The girl on the left is wearing a blue and black checkered headscarf and a matching long-sleeved shirt. The girl in the middle is wearing a white and blue school uniform. The girl on the right is wearing a light yellow shirt. They are all smiling and looking towards the camera. The background is a plain, light-colored wall.

RAPPORT ANNUEL 2013



SOMMAIRE

Éditorial	p. 3
L'IECD dans le monde	p. 4-5

PRÉSENTATION DE L'IECD **p. 6-14**

L'identité de l'IECD	p. 6
Les principes d'action	p. 7
Les programmes	p. 8-11
Les témoignages	p. 7

LES PROJETS par zone géographique **p. 15-50**

Afrique Subsaharienne **p. 15-26**

Cameroun	p. 17-19
Nigéria	p. 20
Congo-Brazzaville	p. 21
Côte d'Ivoire	p. 22-23
République démocratique du Congo	p. 24-25
Kenya	p. 26

Océan Indien **p. 27-32**

Madagascar	p. 27-32
------------	----------

Proche-Orient **p. 30-41**

Liban	p. 35-38
Syrie	p. 39-40
Kurdistan d'Irak	p. 41
Territoires palestiniens	p. 42-43
Égypte	p. 44

Asie du Sud-Est **p. 45-49**

Thaïlande	p. 47
Vietnam	p. 48-49

Europe **p. 50**

France	p. 50
--------	-------

RAPPORT FINANCIER **p. 51-53**

Rapport de gestion	p. 51
Comptes sociaux	p. 52-53

Statuts & gouvernance	p. 54
-----------------------	-------

ÉDITO

SEMER L'AVENIR CONTRE VENTS ET MARÉES !

En 2013, l'IECD a poursuivi son œuvre de semeur d'avenir dans un environnement mondial instable et incertain, parfois chaotique. La mission est difficile et nous avons pu compter sur l'engagement sans faille de nos équipes et de nos partenaires locaux, investis sur le terrain au service des personnes bénéficiaires. Nous avons aussi pu continuer à mobiliser des financements importants en renforçant nos partenariats publics et privés.

Dans un contexte où beaucoup reste à construire, nous choisissons de rester concentrés en priorité sur les pays où nous avons déjà développé une expertise solide et sur nos programmes phares, notamment le continuum entre éducation, formation professionnelle et emploi.

Contre vents et marées, nous avons néanmoins maintenu une équipe et une activité significative en Syrie, répondu à de nouveaux besoins au Liban et engagé de nouvelles actions en Egypte et au Nigéria. Nous avons aussi lancé des projets pilotes ambitieux dans nos zones d'intervention traditionnelles :

- A Madagascar, avec le programme SESAME - Soutien aux Études Supérieures et Accès à un MÉtier porteur - favorisant l'accès aux études supérieures de bacheliers doués et méritants mais desservis par leur origine sociale;
- En Afrique subsaharienne, avec le Programme d'Appui aux Structures de Santé (PASS) au Congo - Brazzaville, qui permettra à 200 000 personnes d'accéder à des soins de santé de qualité d'ici 2017;
- Au Cameroun, avec un projet d'appui aux filières de production et de transformation de produits végétaux, mené en partenariat avec un grand groupe industriel français.

Nous avons également eu la joie en 2013, de voir aboutir des projets sur lesquels l'IECD s'est investi depuis de longues années. Je veux souligner par exemple ces premières promotions de bacheliers issus des CENTres de Renforcement Éducatif et Scolaire (CERES) à Madagascar ; et au Liban dans le cadre du programme Graines d'Espérance dans les métiers de l'électrotechnique.

L'IECD s'engage au cœur d'écosystèmes, où depuis plus de 25 ans, nous déployons notre expertise de semeur d'avenir, associée aux talents de nos partenaires. Qu'ils soient ici vivement remerciés !



Marie-José Nadal,
Présidente

FAITS MARQUANTS 2013

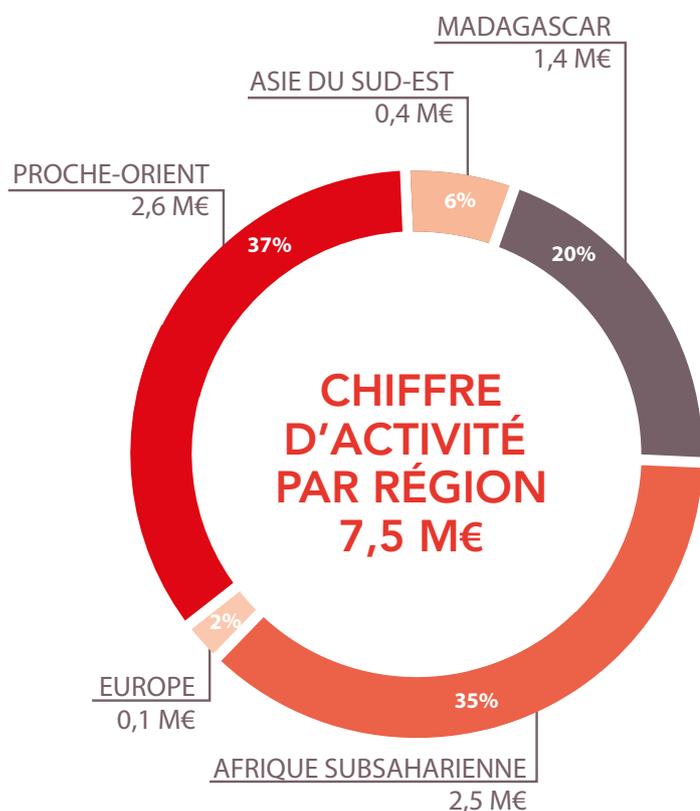
- ▶ Mise en œuvre de 40 projets dans 15 pays.
- ▶ Démarrage de nouvelles activités : PASS (Programme d'Appui aux Structures de Santé) au Congo-Brazzaville – École hôtelière « La Rizière » et SESAME (Soutien aux Études Supérieures et Accès à un MÉtier porteur) à Madagascar - GET (Guidance Employment Training) au Liban.
- ▶ Essaimages qui préludent à une nouvelle phase de croissance : Appui aux Très Petites Entreprises (TPE) à Madagascar et au Vietnam ; Graines d'Espérance au Maroc, Nigéria et Madagascar.

SEMEURS D'AVENIR DANS LE MONDE

PRÈS DE **40 000**

BÉNÉFICIAIRES
DANS LE MONDE

- ▶ 8 500 jeunes formés et insérés professionnellement
- ▶ 5 500 petits entrepreneurs accompagnés
- ▶ 25 000 enfants scolarisés et patients pris en charge



L'IECD EN BREF

- + de 25 années d'expérience
- 3/4 de financements privés
- 15 pays d'intervention
- 73 collaborateurs dont 56 sur le terrain
- 32 experts techniques
- 69 partenaires locaux

CHIFFRE D'ACTIVITÉ PAR CŒUR DE MÉTIER

-  Formation et insertion professionnelles ► 3 000 000 euros - 17 projets
-  Appui aux petites entreprises ► 1 700 000 euros - 13 projets
-  Éducation ► 1 400 000 euros - 5 projets
-  Santé ► 900 000 euros - 4 projets

PROCHE-ORIENT

- Liban - depuis 1989
- Syrie - depuis 2000
- Kurdistan d'Irak - depuis 2009
- Territoires palestiniens - depuis 2007
- Égypte - depuis 2012

ASIE DU SUD-EST

- Thaïlande - depuis 2004
- Vietnam - depuis 2010

OCÉAN INDIEN

- Madagascar - depuis 1989

AFRIQUE

- Cameroun - depuis 1992
- RD Congo - depuis 1991
- Congo-Brazzaville - depuis 2012
- Côte d'Ivoire - depuis 1997
- Nigéria - depuis 1992
- Kenya - depuis 2005
- Maroc - depuis 2012

7 PROGRAMMES DÉVELOPPÉS À TRAVERS LE MONDE

- **Graines d'Espérance** («GDE» formations aux métiers industriels)
1 300 bénéficiaires : 4 projets
- **Écoles Familiales Agricoles** («EFA» formations aux métiers ruraux)
1 800 bénéficiaires : 3 projets
- **Formation aux métiers de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme**
2 000 bénéficiaires : 4 projets
- **Appui aux petites entreprises** («TPE» appui en milieu urbain)
2 000 bénéficiaires : 8 projets
- **Programme de renforcement éducatif et scolaire** («CERES» et «SESAME»)
5 300 bénéficiaires
- **Programme d'Appui aux Structures de Santé** («PASS»)
18 000 bénéficiaires
- **Plateforme d'Appui, de Formation et de Veille sur la Drépanocytose** («PAFOVED»)
7 000 bénéficiaires

L'IDENTITÉ DE L'IECD

NOTRE VISION

Entrepreneurs de développement humain et économique pour former les acteurs responsables de demain

Depuis sa création, l'IECD accompagne le développement humain et économique des pays où il intervient. L'IECD fonde son action sur une approche complète de la personne. Nous sommes convaincus que des personnes bien formées sur les plans académique, technique, social et humain construiront un avenir meilleur pour elles-mêmes et leur famille, mais aussi pour leur communauté et – plus largement – pour la société. L'IECD encourage les jeunes, les parents, les professionnels et les acteurs locaux du développement à prendre une part active et responsable dans la vie de la cité.

NOTRE MISSION

Bâtir des environnements permettant à toute personne de construire son avenir et une société plus juste

L'IECD a une ambition : bâtir des environnements propices, où chacun a la possibilité de révéler ses talents. Nous voulons créer des conditions favorables pour permettre aux personnes de bonne volonté d'agir tant au niveau social que professionnel et institutionnel. En acquérant les savoir-faire nécessaires, elles pourront transformer leur existence et devenir des acteurs responsables dans leur pays. Nous croyons qu'ainsi, elles auront un impact positif sur la société et contribueront à la rendre plus juste.

LES VALEURS

5 OBJECTIFS

- Donner aux jeunes les moyens de se former pour accéder à un métier valorisé et de s'insérer durablement sur le marché du travail
- Permettre aux petits entrepreneurs d'acquérir les outils nécessaires pour renforcer leur activité et améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs employés
- Offrir aux personnes vulnérables un cadre de vie dans lequel elles peuvent réaliser leur potentiel
- Créer des capacités nouvelles d'action pour les partenaires locaux, en les renforçant sur les plans institutionnel, financier et organisationnel
- Renforcer l'unité de la famille fragilisée par la pauvreté, le handicap ou l'exil

Par ailleurs, l'IECD garantit que ses projets sont gérés avec rigueur et efficacité et qu'ils ont un impact durable pour les personnes bénéficiaires.

3 VALEURS

- Un regard sur la personne
- L'esprit de service
- Un engagement professionnel

2 VERTUS

- L'audace pour entreprendre
- La patience pour mettre en œuvre



LES PRINCIPES D'ACTION



Mettre le savoir-faire de l'IECD au service des personnes bénéficiaires

Depuis 25 ans, l'IECD a développé une expertise reconnue en matière de formation technique et d'insertion professionnelle, d'appui aux petites entreprises et d'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé. Son savoir-faire éprouvé lui permet de conduire des projets qui ont un impact durable pour les personnes, leur famille et la communauté locale.

Construire des partenariats durables avec des acteurs locaux qui partagent la vision de l'IECD

L'IECD travaille en collaboration étroite avec des organisations locales. Engagées dans le domaine d'intervention choisi, reconnues pour leurs compétences et leur gouvernance, elles participent à la mise en œuvre des projets sur le terrain. L'IECD construit avec elles une relation durable et contribue à leur renforcement institutionnel, financier et organisationnel.

Travailler en étroite collaboration avec les acteurs économiques

L'IECD privilégie l'implication des entreprises, car ce sont des acteurs majeurs du développement local. Les entreprises locales sont en interaction permanente avec les centres de formation afin d'adapter l'enseignement aux exigences du marché du travail et faciliter l'insertion professionnelle des jeunes. Les entreprises nationales et internationales sont sollicitées pour soutenir des projets cohérents avec leurs valeurs, leur implantation géographique ou leur secteur d'activité. Elles peuvent s'engager à travers une participation à la gestion du projet ou un appui plus ciblé.

Intervenir de concert avec les autorités locales

L'IECD coopère avec les autorités locales et les institutions publiques dans les projets mis en œuvre sur leur territoire. Il articule ses actions avec les politiques nationales, tout en proposant des axes d'amélioration, notamment en matière de dispositifs de formation.

S'appuyer sur des expertises qualifiées

L'IECD s'appuie sur des experts pour garantir la qualité des projets réalisés. Ils participent à l'élaboration du contenu des programmes, au transfert de savoir-faire, à la formation des formateurs, à l'évaluation des projets et au renforcement des capacités des partenaires locaux.

Agir avec transparence et responsabilité

La mise en œuvre des projets de l'IECD est encadrée par des procédures qui permettent une planification rigoureuse et un contrôle régulier au moyen d'outils techniques, opérationnels et financiers (évaluation, audit) garantissant la bonne maîtrise des projets.

LE CYCLE DU PROJET



LES RESSOURCES FINANCIÈRES DE L'IECD

En 2013, les fonds publics reçus ont représenté 26 % des ressources de l'IECD ; et les financements privés 74 %. Ces chiffres montrent la part croissante des fondations philanthropiques et des fondations d'entreprise dans le financement des projets de l'IECD.

LES PROGRAMMES



FORMATION TECHNIQUE & INSERTION PROFESSIONNELLE

L'emploi, un défi pour les jeunes

À travers le monde, plus de 75 millions de jeunes sont sans emploi, en raison de l'état général de l'économie et du marché du travail mais aussi de l'inadéquation entre leurs compétences et les besoins des entreprises. Ils sont très nombreux à occuper des emplois précaires et peu qualifiés dans l'économie informelle, tant dans les zones rurales qu'urbaines.

Près de 40 % de la population mondiale est âgée de moins de 20 ans et la population active est en hausse constante. Les taux de chômage ou de sous-emploi des jeunes les plus élevés sont constatés dans les régions qui enregistrent la plus forte croissance du nombre de personnes en âge de travailler. Pourtant, l'accès à l'emploi est un droit. Ainsi, la formation et l'insertion professionnelles des jeunes s'imposent comme une priorité pour assurer l'avenir des populations. C'est pourquoi l'IECD place la question de l'emploi des jeunes au cœur de son intervention, par la mise en œuvre de projets de formation et d'insertion professionnelles visant à renforcer l'employabilité des jeunes, en particulier dans les pays en développement et en transition.

Le contexte régional

En **Afrique subsaharienne**, les deux tiers de la population sont âgés de moins de 25 ans. Malgré une baisse de la natalité – avec une moyenne de 5,5 enfants par femme en 2012 – d'importantes cohortes de jeunes arrivent sur le marché du travail chaque année. De plus, la faiblesse de l'économie moderne n'offrant pas suffisamment de perspectives à ces jeunes, ils sont nombreux à se réfugier dans le secteur informel.

D'autre part, la ruralité reste prépondérante mais les campagnes profitent encore peu de la progression de l'accès à l'éducation et à la formation, freinant ainsi le développement de certains secteurs pourtant en forte croissance.

Au **Proche-Orient**, la population en âge de travailler est en augmentation constante, avec plus de 60 % de moins de 30 ans. Cette poussée démographique fait pression sur les systèmes d'éducation et de formation et augmente le risque d'instabilité sociale. Dans les pays arabes méditerranéens, seulement 50 % de la population en âge de travailler en moyenne est sur le marché du travail et un tiers occupe un poste convenable. Terrain d'instabilité dans certaines régions, les conflits multiplient le nombre de personnes déplacées, les plaçant dans des situations souvent très précaires. Les régions en développement supportent la charge la plus lourde de l'asile des populations déracinées (plus de 81 % de la population de réfugiés).

En **Asie du Sud-Est**, le Vietnam, par exemple, est confronté à l'arrivée de près d'un million de jeunes sur le marché du travail chaque année. La création d'emplois et la qualification des jeunes constituent deux axes d'intervention prioritaires pour la poursuite de la modernisation économique du pays.

À **Madagascar**, les conditions de vie de la grande majorité de la population peinent à s'améliorer ; 70 % vit en

dessous du seuil national de pauvreté. Les jeunes sont particulièrement affectés par le chômage et la précarité professionnelle, généralisés avec la crise, touchant plus de 80 % des travailleurs, notamment les femmes en milieu rural.

Le mode d'intervention de l'IECD

Actuellement, l'enseignement est trop éloigné des réalités économiques et professionnelles et crée des problèmes de déscolarisation et la dévalorisation de certaines filières techniques.

L'introduction de formations axées sur la pratique effective par l'alternance ou par l'apprentissage en entreprise ainsi que l'adaptation et l'élaboration des curricula permettent d'être en phase avec les besoins des entreprises et les réalités du marché du travail.

Par ses différents programmes, l'IECD met en œuvre plusieurs types de formation pour des jeunes – filles et garçons – ayant un accès limité à l'éducation ou dont la formation initiale est en inadéquation avec les besoins des entreprises :

► La formation initiale

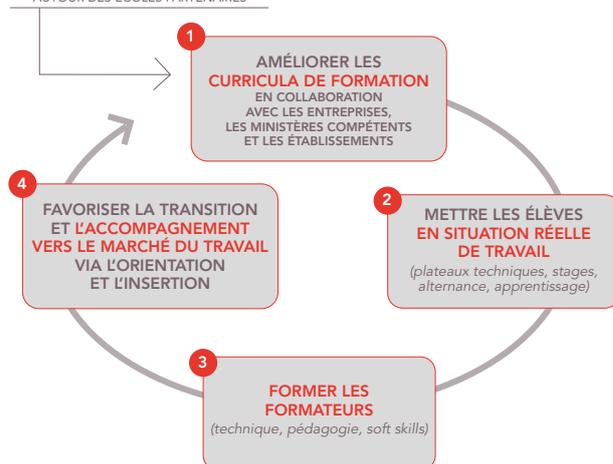
- longue et diplômante (ex : Programme Graines d'Espérance au Liban) ;
- longue et qualifiante (ex : Formation aux métiers de l'hôtellerie-restauration en Thaïlande) ;
- courte et qualifiante (ex : Projet de réinsertion socioprofessionnelle et formation technique des jeunes au Liban)

► La formation continue

- du personnel de santé (ex : Formation en soins infirmiers en Syrie) ;
- des enseignants et éducateurs (ex : Formation des enseignants du projet CERES à Madagascar) ;
- des formateurs et des techniciens dans l'industrie (ex : Programme Graines d'Espérance au Nigéria).

L'IECD privilégie les établissements déjà existants ; il les aide à améliorer leur offre pédagogique et à se renforcer sur le plan institutionnel. Quand il n'existe aucune structure adaptée, l'IECD participe alors à la création d'un centre de formation.

ANALYSES DES BASSINS D'EMPLOI AUTOUR DES ÉCOLES PARTENAIRES





- ▶ 17 projets de formation professionnelle > Cameroun, Nigéria, Côte d'Ivoire, RDC, Kenya, Madagascar, Liban, Syrie, Egypte, Maroc, Thaïlande et Vietnam
- ▶ Plus de 8500 jeunes formés et accompagnés dans leur recherche d'emploi
- ▶ Près de 600 formateurs formés et renforcés dans leur pratique

1. Les métiers ruraux

Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, la majorité de la population vit de l'agriculture (53 % au Cameroun par exemple). Dans 90 % des cas, elle s'exerce dans le cadre des petites exploitations familiales produisant principalement des cultures vivrières destinées tant à l'autoconsommation qu'à la vente. Alors que le développement urbain offre des débouchés commerciaux croissants, la part des importations pour les produits issus de l'agriculture reste importante, en partie du fait d'une carence de capacités des exploitants locaux.

Aujourd'hui, les métiers agricoles manquent d'attractivité aux yeux des jeunes des campagnes, qui sont couramment laissés pour compte en matière de formation. Toutefois, l'acquisition de compétences leur permettrait de se construire un avenir au sein de leur communauté et, plus largement, de stimuler le développement local en favorisant l'entrepreneuriat en zone rurale.

À ce titre, l'IECD et ses partenaires locaux développent depuis 1992 des Ecoles Familiales Agricoles (EFA) en Afrique.

Pendant 3 ans, les élèves – des jeunes ruraux déscolarisés de 14 à 25 ans – suivent une formation en alternance aux métiers ruraux (agriculture, élevage, artisanat, gestion d'exploitation). Chaque cycle d'alternance comprend 3 phases : observation empirique de la réalité agricole, formation théorique et pratique en classe, application dans l'exploitation familiale. Les EFA donnent aux élèves les outils pour créer une petite entreprise agricole ou développer celle de leurs parents.



Découvrir les Écoles Familiales Agricoles en images

2. Les métiers de l'hôtellerie-restauration

Destinées aux jeunes âgés de 16 à 22 ans, déscolarisés prématurément ou n'ayant pas accès à un enseignement



secondaire, les formations aux métiers de l'hôtellerie-restauration sont développées après examen des besoins du secteur afin de leur offrir des débouchés professionnels durables.

Les partenariats hôteliers représentent une porte d'entrée pour intégrer des structures renommées, à travers des métiers qu'elles plébiscitent, tels que commis de cuisine, serveur-barman, femme de chambre ou réceptionniste ; mais aussi des tremplins professionnels offrant de belles perspectives d'évolution aux jeunes.

La formation est fortement ancrée dans la pratique à travers l'hôtel restaurant d'application et les stages. Les partenaires hôteliers, comme le groupe Accor, contribuent également à l'évaluation du contenu des formations dans une démarche d'amélioration continue et d'adéquation aux exigences du secteur.

3. Les métiers de l'électrotechnique

En 2007, l'IECD lance au Liban «Graines d'Espérance», un projet de modernisation des filières des métiers de l'électrotechnique. Ce projet, co-construit avec Schneider Electric, vise à remédier à l'inadéquation constatée entre les formations existantes et les besoins des entreprises, et au manque de vocations lié à la dévalorisation des filières techniques au sein de la société libanaise. Fort de son succès, le programme a été essaimé dans 3 pays dont les problématiques rejoignent le même constat : au Nigéria et en Egypte en 2013, puis au Maroc en 2014.

Cette formation diplômante en électrotechnique s'adresse aux jeunes en fin de cycle secondaire, en priorité issus de milieux défavorisés. Le référentiel, développé dans le cadre du projet, met l'accent sur l'acquisition des compétences selon les besoins des professionnels.

Après une phase de formation des professeurs, les élèves apprennent en conditions réelles sur le matériel didactique fourni par les entreprises partenaires et la pratique en milieu professionnel est privilégiée (stages, contrats d'apprentissage). La mise en place de bureaux d'orientation et d'emploi favorise les liens entre les jeunes et les entreprises. Des actions visant à promouvoir les métiers de la filière sont parallèlement entreprises.

Le diplôme leur ouvre la porte aux métiers du secteur industriel, résidentiel (électricité générale) ou du bâtiment.

4. Les métiers de la santé

L'IECD s'engage auprès des professionnels, en développant des formations aux métiers de la santé. Avec des experts du secteur, il conçoit et propose des modules complets de formation continue destinés aux personnels infirmiers et aux professionnels du handicap. L'objectif est de renforcer leurs compétences techniques, tout en les accompagnant dans leur pratique quotidienne et de leur permettre à leur tour de transmettre les compétences acquises. À terme, c'est l'amélioration des soins qui est ainsi visée.

5. Les métiers spécifiques

Dans certains pays, l'IECD mène des actions ciblées en réponse à un besoin local. Ainsi, il a développé des formations spécifiques dans des secteurs porteurs d'emplois localement (informatique, couture, secrétariat, artisanat, métiers du bâtiment et de l'électricité). Ces formations sont souvent courtes et s'adressent à des personnes qui ont un accès très limité à l'éducation. Elles mettent l'accent sur la pratique pour favoriser l'acquisition de compétences et renforcer l'employabilité des jeunes.

APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

En Afrique, en Asie et au Moyen Orient, les très petites entreprises (faisant souvent partie de l'économie informelle) représentent l'une des principales sources d'emploi et de création de richesses. Longtemps ignorées, elles constituent pourtant un filet de sécurité pour des millions de travailleurs. Ces entrepreneurs se lancent de manière spontanée dans des activités malgré leur manque de formation, notamment en termes de gestion, mettant en péril leurs activités et exploitant peu ce potentiel économique et humain.

- ▶ 8 projets > Cameroun, Côte d'Ivoire, RDC, Nigéria, Madagascar, Liban, Territoires palestiniens et Vietnam
- ▶ 17 Centres de Gestion en Afrique, au Proche-Orient et en Asie du Sud-Est : Cameroun (5), Côte d'Ivoire (4), RDC (2), Madagascar (1), Liban (2), Territoires palestiniens (2) et Vietnam (1)
- ▶ Plus de 2 000 bénéficiaires formés et accompagnés en 2013

Notre cible : les petits entrepreneurs informels

Le Programme d'Appui aux TPE s'adresse aux hommes et femmes entrepreneurs, chefs de petites entreprises (jusqu'à 5 employés) ou cherchant à lancer une nouvelle activité dans le secteur de l'artisanat, du commerce ou des services. Il s'agit par exemple de salons de coiffure, d'ateliers de confection ou de réparation, de commerces de produits alimentaires.

Ces chefs d'entreprise sont aussi des responsables de famille, avec en moyenne 4 à 5 personnes à charge. Pour plus des deux tiers, leur petite entreprise représente l'unique source de revenus pour leur famille. Du fait de leur caractère informel, la plupart des bénéficiaires n'a aucun accès aux services de protection sociale les plus basiques, que ce soit pour eux-mêmes ou pour leurs employés.

Depuis 2000, l'IECD a mis en place un programme de formation en gestion destiné à donner les outils et les compétences nécessaires aux travailleurs informels pour assurer le développement de leur entreprise.



Découvrir le Programme d'Appui aux petits entrepreneurs en images

Des formations adaptées à leurs besoins

L'offre variée permet de répondre aux besoins des entrepreneurs selon leur niveau et leurs attentes. En 2013, la notoriété des 17 Centres de Gestion et de Services (CGS) a attiré plus de 2 000 entrepreneurs venus se former, via la Formation de Base en Gestion (FBG) ou la Formation pour Porteurs de Projet (FPP). Accessibles à l'issue des formations, les Clubs des Entrepreneurs permettent aux bénéficiaires de poursuivre leur démarche, grâce à 4 types de Formations Spécialisées, et d'étoffer leur réseau professionnel et commercial via l'organisation de nombreuses activités, comme des soirées-débats, des foires, etc.

Souvent recommandé par le bouche-à-oreille, le

programme bénéficie d'une image très positive dans le secteur des TPE. Le nombre de participants progresse et son lancement à Madagascar et au Vietnam en 2013 offre des perspectives prometteuses.

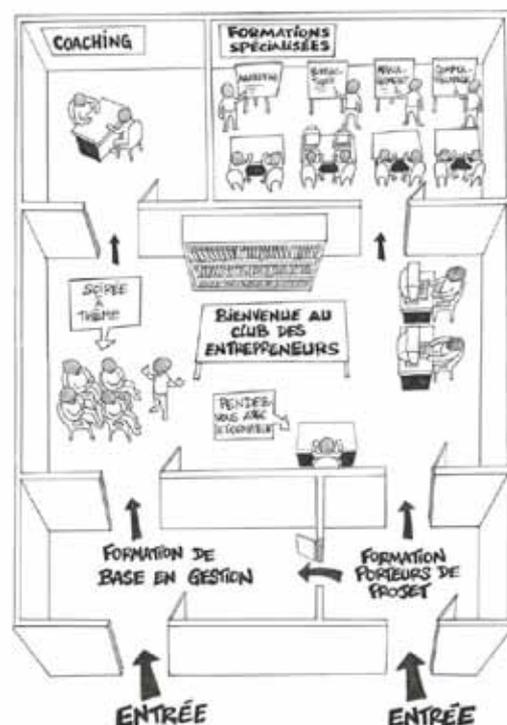
Le programme vise à favoriser un changement de mentalité des bénéficiaires, afin qu'ils passent d'une logique de subsistance à une logique de développement pérenne, améliorant leurs conditions de vie et créant de l'emploi. En 2013, 35 % d'entre eux ont développé une épargne durable, 70 % estiment que leurs conditions de vie sont meilleures et l'ambition de créer des emplois augmente. Leur mentalité évolue grâce à une prise de confiance : ils se considèrent comme de véritables chefs d'entreprise, responsables et capables de planifier l'avenir de leur structure.

Fort de son expérience, le Programme TPE séduit des partenaires du secteur comme des autorités locales mais aussi de grandes entreprises tels que le groupe Bel, Total ou encore la KfW, favorisant ainsi son ancrage local.

Une dynamique régionale et des partenaires locaux solides

L'IECD accompagne les associations locales partenaires qui mettent en œuvre le Programme d'Appui aux TPE vers une autonomie grandissante, tant institutionnelle qu'opérationnelle et financière, en transmettant les compétences et l'expertise nécessaires. Ces partenaires locaux sont reconnus comme des experts de l'appui aux TPE et sont régulièrement sollicités par des entreprises ou des coopératives désireuses de former leurs employés, ce qui leur permet de gagner en capacité de financement.

Officialisé en 2013, le Réseau Entreprise Développement (RED) regroupe les 4 associations historiques mettant en œuvre le programme (en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en RDC et l'IECD) afin de créer une plateforme d'échange et de coopération entre les différents pays et de capitaliser sur les expériences passées. Le RED a l'ambition de devenir un acteur incontournable de l'appui non financier aux petites entreprises.



ACCÈS DES PERSONNES VULNÉRABLES À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Dans les pays où l'IECD intervient, les personnes les plus vulnérables ont rarement accès à des soins ou à une éducation de qualité, du fait de barrières culturelles et sociales, de l'éloignement géographique ou d'un manque de ressources financières.

- 10 projets > Madagascar, Congo-Brazzaville, RDC, Liban et Territoires palestiniens

- Près de 600 professionnels du secteur de la santé formés à de nouvelles pratiques de soins et accompagnés; plus de 18 000 patients bénéficiant de consultations et de soins de qualité

- Près de 300 enseignants et éducateurs renforcés dans leurs compétences et 6000 élèves scolarisés



Proche-Orient et Océan Indien. Il agit sur l'amélioration de la prise en charge des personnes vulnérables, comme les mères, les enfants, les personnes âgées et les personnes drépanocytaires. L'IECD travaille à renforcer les établissements de santé existants aussi bien sur le plan technique qu'institutionnel et financier. Dans certains cas, il crée des structures adaptées pour répondre à un besoin particulier.

• La plateforme d'appui, de formation et de veille sur la drépanocytose (PAFOVED)

En 2006, l'IECD et le CECFOR créent en RDC la PAFOVED pour améliorer la prise en charge de la drépanocytose, une maladie du sang qui touche 20 à 30 % de la population (porteurs du gène). 2 % des nouveau-nés sont drépanocytaires et 50 à 75 % d'entre eux meurent avant l'âge de 5 ans.

Grâce à la formation et à l'accompagnement des professionnels de santé, la prise en charge des drépanocytaires s'est améliorée (diagnostic néo-natal, traitement, suivi du patient) et permet d'augmenter leur espérance de vie et leurs conditions d'existence. La démarche de la PAFOVED a été reconnue en 2011 par le Ministère de la Santé. En 2014, le programme sera étendu à Madagascar, puis en 2015 au Cameroun et au Congo-Brazzaville.

• La Cellule pour la Promotion des Pratiques d'Hygiène (CEPPHY)

La CEPPHY est aujourd'hui la structure de référence en matière d'hygiène hospitalière en RDC. Créée en 2008 avec le CECFOR, elle forme les professionnels de santé aux bonnes pratiques d'hygiène hospitalière dans les centres de santé et les écoles d'infirmières. En parallèle, elle mène des actions de sensibilisation à l'hygiène domestique dans les écoles et auprès des femmes.

• Un mode d'intervention innovant : l'IECD prestataire d'expertise technique

Dans le cadre du Projet Mère-Enfants à Kinshasa (PROMEKIN) mené par l'AFD en appui au Ministère de la Santé de RDC pour lutter contre la mortalité maternelle et infantile, l'IECD en consortium avec l'Unité de Santé Internationale du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal, a été sélectionné pour apporter une assistance technique au renforcement des capacités du Centre Hospitalier Monkole Mère-Enfant (CHME).

De septembre à décembre 2013, les missions des consultants au Centre Hospitalier Monkole ont permis d'effectuer un diagnostic et de proposer un plan opérationnel de renforcement des capacités du personnel de l'hôpital sur six thèmes prioritaires : la gestion hospitalière, la gestion financière, la gestion des ressources humaines, l'ingénierie biomédicale, l'hygiène hospitalière et le système d'information. Le programme de formation et d'accompagnement des équipes sur 18 mois permettra, dans une seconde phase, de renforcer leurs compétences pour accompagner l'ouverture du CHME en 2014.



LE RENFORCEMENT ÉDUCATIF DES ENFANTS EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

À ce jour, on estime à 57,2 millions le nombre d'enfants dans le monde non-scolarisés au primaire et 69 millions au collège malgré les progrès obtenus dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Madagascar figure parmi les pays qui ne seront pas en mesure d'atteindre les OMD d'ici 2015. La crise a rapidement annihilé les efforts d'une décennie, notamment en termes d'éducation. Les parents peinent à assumer les frais de scolarisation et ont besoin de main d'œuvre familiale. À cela, s'ajoutent le manque d'infrastructures et leur difficile accès du fait de l'isolement de certains villages. Au Proche-Orient, les conflits et tensions alimentent fortement la précarité des familles et font pression sur les systèmes éducatifs qui font difficilement face aux besoins. L'IECD intervient auprès des enfants vulnérables pour favoriser leur accès à une éducation de qualité et répondre à leurs besoins en dépit des difficultés liées à leur contexte de vie.



L'ACCÈS DES PERSONNES VULNÉRABLES À LA SANTÉ

Dans les pays en développement, l'accès à des soins de qualité est souvent un enjeu majeur de santé publique. Au Proche-Orient, des progrès considérables ont été réalisés depuis 10 ans, marqués par une diminution significative de la mortalité infantile et maternelle. En Afrique, la situation reste très préoccupante, puisqu'une femme sur 30 décède des suites de son accouchement et qu'un enfant sur 8 meurt avant l'âge de 5 ans. Dans ces deux régions, de larges disparités demeurent en ce qui concerne la qualité de la prise en charge. Les personnes les plus vulnérables ont moins de chance de recevoir des soins adéquats, notamment en raison du faible niveau de qualification des personnels de santé.

Depuis 20 ans, l'IECD fait de l'appui aux structures de santé l'un des axes majeurs de son intervention en Afrique,

ENTRETIEN AVEC MME MADELEINE TIEHI, Commerçante (Côte d'Ivoire)

Madeline Tiehi est professeur de CAFOP (Centre d'Animation et de Formation Pédagogique) à la retraite et actuellement commerçante. Elle livre des denrées alimentaires dans les complexes hôteliers et vend des jus faits maison (gingembre, tamarin etc.).

Quelle est l'histoire de votre entreprise ?

J'ai commencé l'aventure il y a 20 ans dans la ville d'Aboisso, proche de la frontière ivoiro-ghanéenne. J'étais professeur et j'avais pour activité secondaire la vente de jus en livraison (trois employés assuraient les livraisons à vélo). L'activité me rapportait en moyenne 15 000 FCFA (23 €) par jour mais ces recettes ne me permettaient pas d'épargner pour investir ensuite. Elles étaient dépensées dans leur totalité avant la fin du mois et ne me servaient que pour les dépenses quotidiennes. J'étais donc obligée d'utiliser mon salaire de professeur pour pouvoir relancer mes activités. Plus tard, à Yamoussoukro, alors que j'exerçais toujours en tant que professeur, j'ai développé une activité secondaire de livraison de denrées alimentaires dans les prisons civiles. Cependant, je gérais très mal cette activité qui pourtant offrait un nombre de clients important.

Comment avez-vous surmonté ces difficultés ?

Une de mes collègues et amie avec qui j'avais l'habitude de discuter des difficultés que nous



rencontrions dans nos activités respectives, m'a parlé de la Formation de Base en Gestion d'entreprise de Côte d'Ivoire Entreprises Développement (CIED). Elle y avait trouvé des solutions à tous ses problèmes de gestion et me conseillait de m'y rendre. J'avais remarqué que son langage avait changé et qu'elle était devenue plus optimiste en parlant de son activité. C'est pourquoi j'étais très motivée à l'idée de participer à la formation moi aussi !

Que vous ont concrètement apporté les formations que vous avez suivies ? Quels sont les trois principaux succès que vous pouvez leur attribuer ?

Premièrement, elles m'ont permis de devenir une responsable d'entreprise accomplie, qui a confiance en ses capacités et qui sait où elle va. Ma vision de l'entreprise est devenue plus claire et je suis maintenant capable de me fixer des objectifs qui me permettent de mieux piloter mon entreprise. Je ne me « débrouille plus », je pilote !

Ensuite, j'ai pu mettre en place des outils de gestion simples (le journal de caisse, les fiches de gestion des stocks, les fichiers clients et fournisseurs) et améliorer ainsi la solidité de mon activité. La gestion des processus internes que j'ai pu voir en formation chez CIED est un point important d'amélioration car j'ai réussi à diversifier mes fournisseurs et à mieux gérer mes stocks de produits. Je n'ai donc plus de stress lorsque j'ai des commandes importantes de mes clients. La relation avec mes clients, les complexes hôteliers de la ville, s'est donc aussi beaucoup améliorée.

Enfin, la gestion financière de mes activités est beaucoup plus rigoureuse aujourd'hui. Je sais déterminer mon bénéfice et j'arrive à constituer une épargne professionnelle solide. Les structures bancaires me font maintenant confiance et m'accordent des facilités de prêts quand j'ai des difficultés de trésorerie. Grâce à l'épargne que j'ai constitué, j'ai récemment pu investir dans l'immobilier. L'avenir s'annonce donc très prometteur ! J'ai également constitué une épargne personnelle qui nous permet de mieux vivre ma famille et moi.

RENCONTRE D'UN JEUNE LIBANAIS DIPLÔMÉ DU PROGRAMME GRAINES D'ESPÉRANCE

Julien Sarkis, 20 ans, a été diplômé en juin 2013, reçu 3^{ème} aux examens officiels du Brevet de Technicien en électrotechnique (BT Électrotechnique) de l'Institut Cortbawi. Il poursuit aujourd'hui ses études en génie électromécanique au CNAM Liban. Il travaille en parallèle à temps partiel depuis 9 mois dans la filiale locale d'une entreprise française d'installations électriques.



Quelles sont les raisons qui vous ont incitées à intégrer la formation aux métiers de l'électricité du programme Graines d'Espérance ?

Je me suis réorienté à la fin de la 2nde vers le domaine de l'électricité, étant donné que je n'étais pas admis en classe supérieure. Ce choix s'est imposé à moi naturellement, j'ai été attiré par ce secteur déjà très jeune. Certains étés, j'avais eu l'occasion de travailler dans l'entreprise de réparation d'équipements électriques et informatiques gérée par mon cousin, et cela avant même d'intégrer la formation technique. La renommée de l'établissement m'a encouragé à m'inscrire dans cet institut technique. De plus, la toute nouvelle formation en BT électrotechnique, dont m'avait parlé la directrice de l'Institut Cortbawi, répondait à mes attentes par son caractère novateur, tant au niveau pédagogique qu'au niveau du contenu, faisant le lien entre l'électricité et l'automatisation. La formation technique me permet d'étudier et de me focaliser directement sur les matières importantes. Cela m'aide à aiguiser mes compétences et à être rapidement en contact avec les réalités du terrain.

Qu'avez-vous appris lors de votre formation ?

J'apprécie l'approche par compétences et le travail sur des systèmes réels, cela me permet aujourd'hui de m'adapter rapidement aux progrès et aux différents équipements. Les stages obligatoires m'ont aussi fait comprendre l'importance de certains enseignements, comme la discipline ou la rédaction de rapports d'intervention, qui m'ont permis de prendre plus de responsabilités dans mon travail actuel. Je regrette toutefois de ne pas avoir fait plus d'efforts durant les cours de langues étrangères (anglais/français), car aujourd'hui ces langues sont très importantes dans mon métier. Mes professeurs m'ont appris à être curieux et à toujours chercher à apprendre davantage.

Quelles sont les opportunités professionnelles qui se sont offertes à vous, à l'issue de votre formation ?

J'ai décroché un emploi (mon emploi actuel) seulement quelques semaines après l'obtention de mon diplôme. Mon employeur vient de France, il est venu au Liban pour lancer son entreprise et recherchait alors spécifiquement des techniciens en électrotechnique. J'ai été embauché par la première entreprise dans laquelle j'ai postulé. Mon emploi m'a permis notamment de payer mes frais de scolarité pour pouvoir poursuivre mes études.

J'ai de plus en plus de responsabilités au sein de cette entreprise, je prends déjà en charge les relations avec les clients et je gère une équipe d'ouvriers. Depuis peu, je travaille avec le dirigeant de l'entreprise sur la stratégie à long terme.

Quel avenir professionnel envisagez-vous ?

J'avais décidé dès le début de ma formation technique de poursuivre mes études au-delà du BT. Je suis donc des cours au CNAM Liban, tous les après-midi, pour devenir ingénieur en robotique ou spécialisé en systèmes d'automatismes industriels. La domotique est un aspect de mon travail que j'apprécie particulièrement. Je suis conscient des défis que cela implique et je n'hésite donc pas à consacrer un maximum de mon temps libre à renforcer mes compétences techniques et académiques.

Au fur et à mesure que j'acquière de l'expérience, j'espère pouvoir évoluer dans mon travail au sein de l'entreprise dans laquelle je travaille actuellement. Je souhaite participer activement au développement de ses activités au Liban. J'ambitionne déjà d'engager des nouveaux diplômés du BT électrotechnique pour répondre aux besoins des nouveaux marchés que j'envisage de conquérir.

Quel regard porte votre famille sur votre démarche professionnelle ?

Mon père est employé en tant que peintre dans une entreprise de fabrication de meubles et ma mère est esthéticienne. Ils sont tous deux très fiers de ce que j'ai pu accomplir et me soutiennent pleinement dans mon choix de continuer des études.



RENCONTRE DE MAÎTRE DARIUS TISHEY-A-TISHEY,
Avocat au Barreau et Président du Conseil
d'Administration de RDCED
(République Démocratique du Congo)

Maître Darius Tishey-a-Tishey, avocat au Barreau de Gombe/Kinshasa assiste et conseille RDCED (RDC Entreprise Développement), depuis sa création en 2010.

Son expertise et son investissement, tant personnel que professionnel, ont permis de consolider les activités de formation destinées aux petits entrepreneurs.

Il revient aujourd'hui sur les avancées et la progression du Programme depuis sa création. Entretien.

Vous avez pendant longtemps été conseiller du Programme d'Appui aux TPE, avant de devenir Président du Conseil d'Administration lors de la création de RDCED. Selon vous, comment a évolué le programme depuis 2010 ?

Témoin de l'évolution du programme depuis ses débuts, je constate un élan considérable. Partis à l'origine d'une petite structure, nous représentons à présent une véritable solution pour les entrepreneurs de Kinshasa désireux de se former et de progresser. Je suis satisfait du développement et de l'amélioration croissante des activités de RDCED, notamment lorsque l'on considère le nombre sans cesse grandissant des personnes formées, l'excellente gestion des Centres de Gestion et de Services, la confiance que le programme a acquis auprès de nombreux partenaires locaux et sa reconnaissance dans le milieu de la petite entreprise...

Quels sont les problèmes que rencontrent les TPE/PME auxquels RDCED peut apporter des pistes de solutions ?

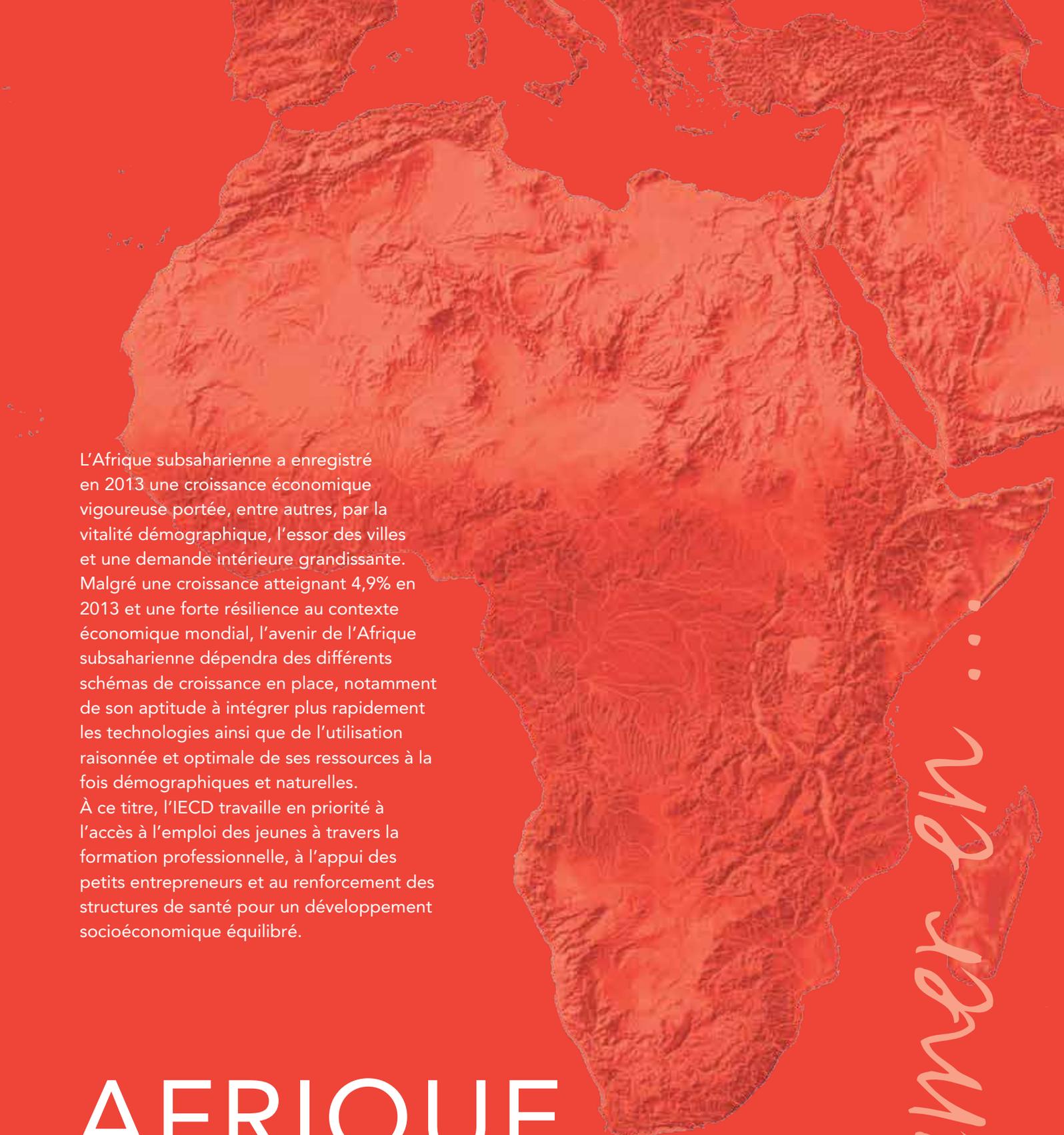
Il me semble que les problèmes majeurs que les petits entrepreneurs congolais rencontrent sont de trois ordres : le déficit des capacités managériales des entrepreneurs, les difficultés et soucis administratifs et l'accès laborieux au financement. Je suis néanmoins convaincu de la qualité des formations et des techniques pédagogiques dispensées par RDCED aux petits entrepreneurs. Les Formations de Base en Gestion (FBG) ainsi que les Formations Spécialisées permettent de donner les outils adéquats pour répondre à ces problématiques. La procédure d'accompagnement individualisé pour chaque entrepreneur pendant et après la formation représente également pour moi un incroyable levier de réussite et de stabilisation des acquis. Je suis heureux à l'idée que le programme contribue à solutionner ces problèmes et à renforcer les capacités des entrepreneurs.

Vous avez animé de nombreuses soirées à thème au sein des Club des Entrepreneurs sur des sujets juridiques. Quels constats tirez-vous de ces évènements ?

Le premier constat est le manque de formation et d'information auquel les entrepreneurs sont confrontés, notamment sur les sujets juridiques, fiscaux et administratifs. L'idée est d'abord de sensibiliser les entrepreneurs à l'importance de leur statut professionnel (commerçant, artisan, porteur de projet, etc.), pour les former ensuite de la meilleure manière qui soit. Nous leur fournissons toutes les informations essentielles afin qu'ils connaissent et maîtrisent leurs droits et devoirs, mais aussi qu'ils sachent manier et utiliser des outils de gestion performants et pratiques. Il s'agit en somme d'un véritable programme de renforcement des capacités qui porte ses fruits pour ceux qui ont suivi les formations. Suivant cet objectif, je recommande vivement à tous les entrepreneurs désireux d'approfondir leurs connaissances et de développer leur réseau de rejoindre un des deux Clubs des Entrepreneurs RDCED présents à Kinshasa.

Commencer « tout petit » et devenir une PME performante, est-ce possible à Kinshasa ? Quel est le secret ?

Bien sûr qu'il est possible de grandir à Kinshasa, même dans un environnement complexe ! Le secret réside dans un travail assidu et une gestion durable et responsable de son entreprise. Des moyens modestes ne sont pas un frein à la progression et à la croissance, bien au contraire, surtout en préservant et respectant les personnes avec qui l'on travaille et si on accomplit son travail avec professionnalisme, envie et avec volonté.



L'Afrique subsaharienne a enregistré en 2013 une croissance économique vigoureuse portée, entre autres, par la vitalité démographique, l'essor des villes et une demande intérieure grandissante. Malgré une croissance atteignant 4,9% en 2013 et une forte résilience au contexte économique mondial, l'avenir de l'Afrique subsaharienne dépendra des différents schémas de croissance en place, notamment de son aptitude à intégrer plus rapidement les technologies ainsi que de l'utilisation raisonnée et optimale de ses ressources à la fois démographiques et naturelles. À ce titre, l'IECD travaille en priorité à l'accès à l'emploi des jeunes à travers la formation professionnelle, à l'appui des petits entrepreneurs et au renforcement des structures de santé pour un développement socioéconomique équilibré.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Semmer en ...



17 CAMEROUN

- PRÉSENT DEPUIS 1992
- 5 PROJETS
- 4 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 975 000 €



21 CONGO-BRAZZAVILLE

- PRÉSENT DEPUIS 2012
- 1 PROJET
- 6 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 530 000 €



22 CÔTE D'IVOIRE

- PRÉSENT DEPUIS 1997
- 2 PROJETS
- 2 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 530 000 €



26 KENYA

- PRÉSENT DEPUIS 2005
- 1 PROJET
- 1 PARTENAIRE LOCAL
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 61 000 €



24 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

- PRÉSENT DEPUIS 1991
- 2 PROJETS (+ 1 présenté page 11)
- 3 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 305 000 €



20 NIGÉRIA

- PRÉSENT DEPUIS 1992
- 3 PROJETS
- 3 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 245 000 €





CAMEROUN

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS CAMEROUNAIS

LOCALISATION
Cameroun - Yaoundé, Douala (Deïdo et Bonabéri), Bafoussam, Garoua, Antenne Mobile (Mbouda, Kribi)
DÉBUT DU PROJET
1998

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
715 petits entrepreneurs
PARTENAIRE LOCAL
Cameroun Entreprises Développement (CED)

BUDGET 2013-2015
839 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
29 %
Cofinancé par l'AFD



LE PROJET

L'économie camerounaise repose majoritairement sur le travail de petites entreprises informelles, représentant plus de 80 % des emplois, principalement dans le petit commerce ou les services de proximité. Au-delà de leur caractère informel, ces petites entreprises sont structurellement fragiles. Les entrepreneurs ne disposent pas des connaissances et des réflexes pour faire fructifier leur travail : 63 % d'entre eux n'utilisent aucun outil de gestion et seuls 20 % constituent une épargne. Ce manque de connaissances en gestion freine leur développement et ne leur permet pas de sortir de la précarité.



LES ACTIONS EN 2013

Agir sur l'écosystème de l'économie informelle

Un réseau de 6 Centres de Gestion et de Services (CGS) permet aux petits entrepreneurs d'accéder à des formations adaptées à leurs besoins. 404 entrepreneurs ont été formés aux bases de la gestion (FBG) en 2013 ; basée sur une méthodologie pour adulte, la FBG souligne le rôle essentiel du chef d'entreprise et incite les entrepreneurs à se projeter dans l'avenir : 6 mois après la fin de la formation, plus de 90 % d'entre eux utilisent au moins un outil de gestion et 62 % ont commencé à

épargner, clés d'une activité plus pérenne et performante. Renforcer ces entreprises passe également par leur mise en réseau. En 2013, 116 bénéficiaires sont devenus membres des 4 Clubs des Entrepreneurs ; une opportunité pour eux, via des activités diverses (soirées-débats, rencontres, conférences), de stimuler leur réseau commercial et de rompre leur isolement.

S'intégrer dans l'environnement économique

L'action de l'IECD et de CED au Cameroun s'inscrit dans son environnement économique afin de se positionner comme acteur

pivot du soutien à l'entrepreneuriat. Saisissant également l'enjeu de l'autonomisation, CED a renforcé la visibilité et la crédibilité du Programme en concluant des partenariats forts et en multipliant les contacts avec des agences internationales, des ministères et de grandes entreprises. Des partenariats externes qui, via un soutien financier comme avec GDF Suez ou des opportunités accrues pour les petits acteurs de l'informel, permettent de pérenniser et renforcer le Programme. En outre, CED a ainsi proposé des prestations de formation sur mesure pour des employés d'entreprises, en partenariat avec Mucadec, Total et Perenco en 2013.

LE RÉSEAU D'ÉCOLES FAMILIALES AGRICOLES



LOCALISATION

Cameroun - ensemble du territoire

DÉBUT DU PROJET

1992



BÉNÉFICIAIRES EN 2013

1 071 jeunes (67 % de filles) dans les EFA et les IFER, 120 formateurs



PARTENAIRE LOCAL

Coordination Nationale des Ecoles Familiales Agricoles au Cameroun (CNEFAC)



BUDGET 2011-2015

1 425 000 euros

ENGAGEMENTS RÉALISÉS

61 %

Cofinancé par l'AFD



LE CONTEXTE

L'exode rural de la jeunesse camerounaise

Le secteur agricole est le principal pourvoyeur d'emploi du pays et fournit l'essentiel des produits vivriers consommés au Cameroun. Pour autant, en l'absence d'appui adapté aux petits producteurs pour professionnaliser le secteur, en particulier dans les régions du Nord très isolées, la majorité de la population rurale vit sous le seuil de pauvreté et le potentiel agricole du pays reste largement sous-exploité.

L'OBJECTIF DU PROJET

Former les exploitants agricoles de demain

L'IECD et la CNEFAC travaillent ensemble depuis plus de 20 ans pour promouvoir la formation professionnelle des jeunes et stimuler l'émergence d'activités économiques en zone rurale grâce au développement sur tout le

territoire d'un réseau d'Ecoles Familiales Agricoles (EFA). La formation par alternance dans les EFA vise à donner aux jeunes ruraux les compétences techniques et entrepreneuriales nécessaires pour développer des activités productrices rentables dans leur village. Une première grande évaluation du réseau EFA par un organisme externe, en 2013, a souligné l'impact très positif sur les jeunes d'un passage en EFA, tant d'un point de vue socio-économique que personnel grâce à leur propre prise de confiance : « L'EFA m'a appris beaucoup de nouvelles techniques : le semis en ligne, les différents labours, les opérations de récolte, le stockage et la conservation des denrées, la fabrication de compost, fongicide ou insecticide, la fertilisation et la conservation des sols », raconte Jacqueline Maïhemssso, de l'EFA de Doukoula.

Depuis 2012, deux Instituts de Formation à l'Entrepreneuriat Rural (IFER) proposent désormais une formation diplômante post-EFA qui permet de donner aux anciens d'EFA qui le souhaitent l'opportunité de poursuivre leurs études et d'acquérir les compétences nécessaires à la mise en œuvre d'un projet entrepreneurial plus poussé.

LES ACTIONS EN 2013

Renforcer le suivi individualisé des EFA

En 2012-2013, près de 1 100 jeunes ont suivi une formation dans les 51 EFA du réseau camerounais. La CNEFAC a assuré un appui continu renforcé à chacune de ces écoles, en portant un effort particulier sur la formation et l'accompagnement des formateurs et des associations. Les EFA sont dispersées sur l'ensemble du territoire camerounais, avec une majorité située dans les régions du Nord. Pour plus d'efficacité, il a été décidé de concentrer

l'appui à un nombre plus réduit, une quarantaine d'EFA, choisies pour leur dynamisme et la forte implication de leur communauté villageoise.

Consolider les capacités des acteurs des EFA

Le réseau camerounais compte aujourd'hui 46 formateurs d'EFA qualifiés. A l'issue de leur formation, 18 formateurs d'EFA ont présenté devant un jury de professionnels et d'experts un projet de recherche et d'expérimentation pédagogique qu'ils ont mené dans leur EFA cette année.

Assurer la poursuite de la formation dans les IFER

En 2012-2013, 59 jeunes ont achevé leur première année de formation au sein des deux IFER, à Nkambe dans le North-West anglophone et à Mokolo dans l'Extrême-Nord francophone. Cette formation leur a permis de découvrir de nouveaux milieux professionnels grâce à de nombreux stages dans des exploitations de grande taille, des instituts de microfinance et des petites entreprises locales. L'IFER de Nkambe a accueilli une deuxième promotion de 21 jeunes à la rentrée.

Produire et mutualiser de nouveaux outils de l'alternance au niveau régional

Suite à l'élaboration de référentiels définissant le contenu de la formation dans les EFA, l'IECD et ses partenaires locaux ont initié en 2013 un important travail collaboratif de production et de mise à jour des supports de formation utilisés dans les EFA (livrets de formation technique, cahiers d'alternance, guides des formateurs). Ce travail a permis de renforcer les échanges entre les équipes des partenaires locaux.

LOCALISATION
Cameroun - zone rurale de Mehandan
DÉBUT DU PROJET
2010

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
51 jeunes filles, 1 063 femmes,
316 petits agriculteurs
PARTENAIRE LOCAL
Centre pour la Promotion Sociale (CEPS)

BUDGET 2010-2013
890 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
100 %
Cofinancé par le Ministère de l'Intérieur



LE PROJET

Ouvrir des perspectives d'avenir aux femmes rurales

La population de Mehandan, une région rurale près de Yaoundé, vit d'une économie de subsistance basée sur la culture du manioc et du maïs, générant des revenus irréguliers et inférieurs à 1 USD par jour. En 2010, l'IECD et le Centre

pour la Promotion Sociale (CEPS) ont lancé un projet global de formation pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes femmes peu éduquées dans les métiers de l'hôtellerie-restauration, et renforcer la cohésion sociale et le développement de la zone.

1. LES FORMATIONS DANS LES VILLAGES

Former les villageoises et appuyer l'agriculture locale

En 2013, 1 063 femmes ont eu accès au cycle de formation dispensé dans 24 villages, grâce à la participation d'un village supplémentaire. Chaque semaine, les 3 formateurs ont animé des formations pratiques portant sur la santé, l'hygiène, la nutrition, l'économie domestique et l'éducation des enfants ainsi qu'un

volet d'alphabétisation dans chacun des villages. D'autre part, 316 petits agriculteurs – dont 70 % de femmes – bénéficient désormais d'un appui technique. Un ingénieur agricole s'est rendu sur le terrain pour leur fournir un suivi personnalisé.

2. LA TRAINING UNIT

Accueillir les premières élèves

51 jeunes filles ont effectué un stage dans la 'training unit' de Mehandan afin d'acquérir et de valider des compétences techniques et professionnelles nécessaires pour trouver un emploi qualifié et stable. Elles complètent ainsi la formation théorique en hôtellerie qu'elles suivent en parallèle dans une école partenaire qui les accompagne vers l'emploi.

AUTONOMIFI

LOCALISATION
Cameroun - Yaoundé et Douala
DÉBUT DU PROJET
2012

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
19 gérants de caisse formés, 1 664 nouveaux sociétaires MUCADEC
PARTENAIRE LOCAL
Mutuelle Camerounaise d'Épargne et de Crédit (MUCADEC)

BUDGET 2012-2014
177 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
60 %
Financé par l'UE



LE PROJET

Mis en œuvre par le Centre International du Crédit Mutuel (CICM) en partenariat avec l'IECD, le projet Autonomifi appuie le réseau de caisses mutualistes des MUCADEC afin de renforcer ses liens avec les petits entrepreneurs. L'IECD, en partenariat avec CED, appuie l'ouverture de nouvelles caisses tout en formant leurs gérants, afin qu'ils comprennent les défis et le fonctionnement des TPE recherchant un crédit.

Étendre le réseau mutualiste

En 2013, 4 nouvelles caisses ont été ouvertes. Le lancement de l'antenne mobile de formation à Edéa a également été initié afin de

former à la gestion les sociétaires des MUCADEC. Les ouvertures et le bon fonctionnement de nouvelles caisses ont permis d'augmenter l'encours d'épargne de 7 % et l'encours de crédit de 36 %.

Former les gérants de caisses mutualistes

Plusieurs formations ont permis de former 19 gérants de caisse. Celles-ci sont axées sur la gestion des relations clients et sur la santé financière des TPE, tout en considérant les challenges auxquels ces petites entreprises doivent faire face.

APPUI AUX FILIÈRES DE PRODUCTION ET TRANSFORMATION DE PRODUITS VÉGÉTAUX

La filière agroalimentaire camerounaise est caractérisée par une inefficience défavorable tant aux consommateurs, qui peinent à trouver des produits de qualité à des prix accessibles, qu'aux petits producteurs, qui ne parviennent pas à écouler à bon compte leur production. Parallèlement, le secteur de la transformation alimentaire reste très peu développé. Suite à une étude d'opportunité, l'IECD et le groupe Bonduelle ont décidé de lancer fin 2013 un projet visant à améliorer les revenus des petits producteurs et transformateurs grâce à une approche innovante combinée des problématiques techniques, économiques et sociales.



NIGÉRIA

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS NIGÉRIENS

LOCALISATION
Nigéria - Egi
DÉBUT DU PROJET
2011

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
115 entrepreneurs de TPE
et 8 start-ups
PARTENAIRE LOCAL
Small and Medium Enterprises
Development Network (SME-DN)

BUDGET 2011-2014
360 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
88 %



LE PROJET

Renforcer les capacités des petits entrepreneurs

Avec 75 % du bassin d'emploi en milieu urbain, les Très Petites Entreprises jouent un rôle clé dans l'économie du Nigéria. Elles sont près de 200 dans la région d'Egi, mais restent fragiles faute de compétences en gestion de leurs fondateurs. Depuis 2011, l'IECD et le SME-DN travaillent de concert à les renforcer.

LES ACTIONS EN 2013

Grâce aux formations aux outils de base en gestion dispensées à 115

entrepreneurs et à 8 start-ups, et aux 399 visites d'accompagnement sur leur lieu de travail, l'impact mesuré un an après leur formation est avéré : augmentation du chiffre d'affaire, création d'emplois, augmentation de l'épargne (pour 33 %) et tenue d'un journal de caisse (pour 85 % contre 15 % au début de leur formation). L'année 2013 a été marquée par le transfert de la méthodologie au partenaire local pour renforcer son savoir-faire et son autonomie, et par deux lancements : le Club des entrepreneurs et une formation pilote pour promouvoir le développement de l'entrepreneuriat local.

FORMER LES REVENDEURS DE LAMPES SOLAIRES

Au Nigéria comme dans de nombreux pays de la région subsaharienne, l'accès à l'énergie est particulièrement limité pour les populations rurales. Les énergies traditionnelles qu'elles utilisent sont peu efficaces et représentent une part significative des dépenses des foyers. Sollicité par Total, l'IECD a assuré en 2013 la formation aux outils de base en gestion, techniques de vente et marketing de 86 revendeurs Total et 20 revendeurs indépendants de leur nouvelle gamme de lampes solaires, fiables et abordables, destinées surtout aux populations rurales n'ayant pas accès au réseau électrique.

L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES PAR LA FORMATION AUX MÉTIERS DE L'ÉLECTRICITÉ

LOCALISATION
Nigéria - Lagos
DÉBUT DU PROJET
2013

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
12 professeurs
PARTENAIRE LOCAL
Institute for Industrial Technology
(IIT)

BUDGET 2013-2016
500 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
8 %



LE PROJET

Remédier à l'inadéquation des formations

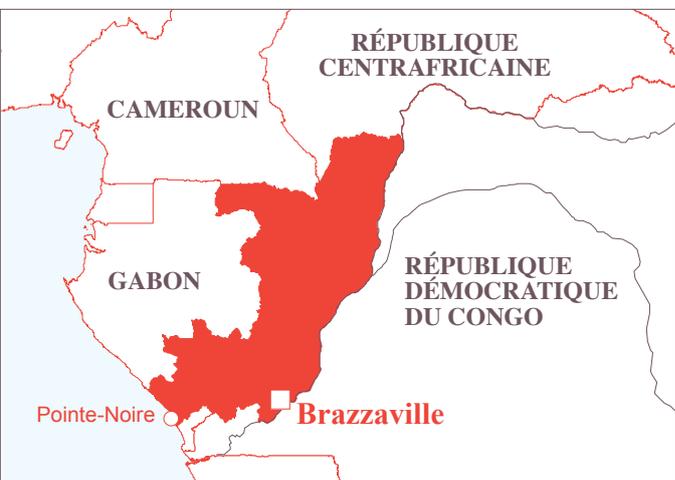
Forte d'une croissance de 6,7 % en 2013 et de 175 millions d'habitants, l'économie du Nigéria est particulièrement dynamique, surtout dans le secteur du BTP. Pourtant, les jeunes formés aux métiers de l'électricité se retrouvent au

chômage car leurs compétences ne correspondent pas aux besoins des entreprises qui se replient sur une main d'œuvre étrangère. Le projet Graines d'Espérance entend donc accroître l'employabilité des jeunes dans les métiers de l'électricité via différents leviers : des formations longues, courtes ou sur mesure, selon les besoins internes des entreprises et des bénéficiaires.

LES ACTIONS EN 2013

Préparer l'accueil des premiers étudiants pour 2014

L'IECD et la 1^{ère} école partenaire ont organisé des ateliers pour redéfinir le référentiel de formation avec des enseignants et des professionnels. Le profil de compétences pour le poste de « technicien de maintenance » a été élaboré avec des entreprises locales et internationales.



CONGO-BRAZZAVILLE

PROGRAMME D'APPUI AUX STRUCTURES DE SANTÉ

Projet PASS

LOCALISATION
Congo-Brazzaville - Pointe-Noire
DÉBUT DU PROJET
2012

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
102 professionnels de santé formés,
1 500 patients pris en charge mensuellement
PARTENAIRES LOCAUX
6 structures de santé publiques et privées

BUDGET 2012-2017
3 700 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
18 %



LE CONTEXTE

Malgré son statut de pays à revenu intermédiaire, le système de santé au Congo-Brazzaville souffre de nombreuses carences : équipes (para)médicales peu ou mal formées, équipement des structures

de santé obsolète et insuffisant, approvisionnement irrégulier en médicaments et en consommables, faible capacité de gestion, méconnaissance de la population des pathologies fréquentes etc. De cette situation résulte une fréquentation limitée des centres de santé et une mauvaise qualité des soins.

L'OBJECTIF DU PROJET

Lancé en 2012 dans le cadre de la politique sociétale de l'entreprise Congorep, le PASS vise à accompagner progressivement 10 à 12 Structures de Santé Partenaires (SSP) dans leur développement et devrait permettre à 200 000 personnes, soit 20 % de la population de Pointe Noire, en priorité les femmes et les enfants vulnérables, d'accéder à des soins de santé primaire de meilleure qualité d'ici 2017.

Le PASS s'articule autour de 4 axes : renforcer les compétences techniques du personnel médical et paramédical ; renforcer les capacités de gestion des structures de santé ; réhabiliter et équiper les SSP ; et intégrer ces centres de santé dans leur milieu communautaire.

LES ACTIONS EN 2013

Appuyer les centres de santé selon leurs besoins

Un suivi hebdomadaire et un accompagnement des

professionnels de santé au sein de leur établissement ont été mis en place. 4 centres ont également bénéficié de l'expertise de l'IECD pour améliorer leur gestion comptable et financière. De plus, les thématiques essentielles de l'hygiène, l'asepsie et la qualité des soins en milieu hospitalier ont donné lieu à 4 sessions de formation organisées avec le partenaire technique régional, le Centre Hospitalier de Monkole (Kinshasa - RDC).

Travailler en coopération avec les différents acteurs

Le PASS travaille en étroite collaboration avec les autorités sanitaires locales : en 2013, il a signé une convention avec le Ministère de la Santé et des Populations pour l'associer notamment à la sélection des centres de santé et au suivi des activités du programme.

En outre, une convention de coopération relative à l'élaboration d'un curriculum de formation destiné aux infirmières a été signée en 2013 avec l'hôpital Sainte Anne de Paris.

L'ONG Electriciens Sans Frontières a apporté son expertise visant à améliorer l'accessibilité à des sources d'eau et d'électricité alternatives et durables pour les centres de santé partenaires.



CÔTE D'IVOIRE

LE RÉSEAU D'ÉCOLES FAMILIALES AGRICOLES

LOCALISATION
Côte d'Ivoire - 7 districts : Bas Sassandra, Montagnes, Comoé, Sassandra-Marahoué, Lacs, Lagunes et Vallée du Bandama
DÉBUT DU PROJET
1998

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
461 jeunes (dont 39 % de filles),
59 formateurs
PARTENAIRE LOCAL
Plateforme des Écoles Familiales
Agricoles de Côte d'Ivoire (PEFACI)

BUDGET 2011-2015
1 250 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
60 %
Cofinancé par l'AFD et l'UE



3 ans, il comporte des périodes de formation pédagogique et des périodes de mise en application en conditions réelles dans des EFA.

Développer l'offre de formation diplômante

Une première promotion de 16 anciens élèves d'EFA a suivi en 2013 une formation qualifiante en cultures maraîchères, aviculture et gestion à l'IFERA de Yamoussoukro. En parallèle, l'IECD et la PEFACI ont élaboré un nouveau programme de formation pour le CAP agriculture qui, avec l'accord des institutions ivoiriennes concernées, a permis d'accueillir 19 élèves en octobre pour un nouveau cycle diplômant en alternance, avec des stages en entreprise.

LE CONTEXTE

Des métiers ruraux peu valorisés

Le tissu rural ivoirien est principalement composé de petites exploitations familiales pratiquant une agriculture de subsistance, malgré les opportunités commerciales des marchés intérieurs et à l'export en pleine expansion.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes ruraux

Depuis 15 ans, l'IECD et la PEFACI accompagnent le développement des Ecoles Familiales Agricoles (EFA) en milieu rural. Ces écoles forment les jeunes déscolarisés aux métiers ruraux et accompagnent

leur insertion professionnelle. L'Institut de Formation à l'Entrepreneuriat Rural et Agricole (IFERA) propose une formation complémentaire diplômante à la sortie d'EFA, afin d'approfondir leurs compétences.

LES ACTIONS EN 2013

Renforcer la formation professionnelle dans les EFA

À la rentrée 2013, les 29 EFA ont accueilli 339 nouveaux élèves. Afin de renforcer la professionnalisation des formateurs d'EFA, leur formation a été entièrement revue, avec l'appui d'un expert en pédagogie de l'alternance. Une première promotion de formateurs a débuté ce cycle à la rentrée 2013. Organisé en alternance sur

OUVERTURE DE 5 EFA «PILOTES»

L'IECD et ses partenaires ivoiriens et camerounais développent depuis 2012 des EFA dites « pilotes », fonctionnant avec des exigences de niveau renforcées pour les jeunes et formateurs. Ces EFA sont soutenues par des entreprises locales du secteur agricole, qui leur apportent un appui matériel (infrastructures, ateliers de production...), financier (soutien aux formateurs) et technique (activités pratiques, stages). Ce modèle contribue à l'ancrage territorial des EFA et permet de rapprocher la formation avec le monde professionnel. Sur ce modèle, 5 EFA ont ouvert à la rentrée 2013.

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS IVOIRIENS

LOCALISATION
Côte d'Ivoire - Abidjan (Cocody et Marcory), Yamoussoukro et Bouaké
DÉBUT DU PROJET
2008

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
488 bénéficiaires
PARTENAIRE LOCAL
Côte d'Ivoire Entreprises Développement (CIED)

BUDGET 2013-2015
677 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
28 %
Cofinancé par l'AFD et l'UE



LE PROJET

En Côte d'Ivoire, les petites entreprises, souvent créées de manière spontanée pour répondre à l'urgence, sont précaires et peu durables : elles n'excèdent pas 300 euros de capital en moyenne, et 54 % d'entre elles ont moins de 10 ans d'existence, dont 35 % moins de 5 ans. Cela traduit une faible capacité d'action, accentuée par les lacunes des entrepreneurs à la tête de ces unités de production. Avec le soutien de l'IECD, Côte d'Ivoire Entreprises Développement (CIED) forme ces derniers à la gestion d'entreprise afin qu'ils passent d'une logique de subsistance à une croissance durable. A terme, ce sont leurs conditions de vie, celles de leur famille et de leurs employés qui s'en trouveront améliorées.

LES ACTIONS EN 2013

S'implanter durablement au service des entrepreneurs

En 2013, la Côte d'Ivoire compte 4 Centres de Gestion et de Services (CGS) ouverts et opérationnels. Les efforts de CIED ont permis de transformer un centre mobile en véritable CGS, doté de nouveaux locaux situés dans le quartier de Marcory, à Abidjan, où de nombreuses petites entreprises informelles sont installées. L'inauguration

de ce nouveau centre a permis de renforcer la visibilité de CIED et de ses formations auprès des entrepreneurs de l'agglomération, mais aussi de multiplier les contacts avec les autorités. En 2013, 339 entrepreneurs ont été formés aux bases de la gestion d'entreprise.

Être pilier de l'appui aux petites entreprises

Les activités menées par l'IECD et CIED en 2013 ont été orientées vers la recherche de partenariats forts. Grâce à la qualité des formations et aux résultats démontrés, des partenariats ont été conclus avec l'Union Européenne et la Banque Mondiale via le programme national ivoirien du PEJEDEC. Ces deux partenariats sont signes de la crédibilité obtenue par l'action de CIED et de l'IECD auprès des plus grandes institutions de développement, et augurent une autonomie croissante de CIED.

Stimuler l'économie locale

A l'issue de la formation initiale, les entrepreneurs ont l'opportunité de poursuivre leur démarche en adhérant au Club des Entrepreneurs. En 2013, 70 d'entre eux ont bénéficié de services dédiés (coaching, soirées thématiques) et 62 ont participé aux formations spécialisées (bureautique, marketing, management), leur permettant, à travers tout le

territoire ivoirien, de se rencontrer, d'échanger et d'étoffer leur réseau commercial.

JEAN-BAPTISTE, A OUVERT UN SALON DE COIFFURE IL Y A 7 ANS...

Grâce aux différentes formations suivies (Formation de Base en Gestion, Formation Spécialisée en Marketing, Formation pour Porteur de Projet et adhésion au Club des Entrepreneurs), je dispose d'une nouvelle vision de mon entreprise et ma personnalité de chef d'entreprise s'est renforcée. J'ai changé de point de vue. Je me place aujourd'hui dans une démarche durable où je planifie les activités et où je regarde vers l'avenir, afin d'anticiper et de prévoir sur le long-terme la croissance de mon entreprise. La meilleure gestion de mes finances et la planification de l'évolution de mes activités, rendent mon entreprise bien plus rentable. Maintenant, je suis le véritable pilote de mon salon.

Cette amélioration me permet de faire des projets et d'innover : je souhaite investir et lancer un « kit de Propreté », constitué d'une tondeuse de marque et de tous ses accessoires de mise en forme des cheveux. Cet équipement permet d'éviter diverses maladies dues à l'utilisation collective du matériel dans les salons de coiffure.

CIED m'a formé aux techniques de gestion et de création de projet, me donnant ainsi une solide base théorique et pratique. En m'inscrivant au Club des Entrepreneurs, je profite du réseau d'entrepreneurs, peux ainsi diversifier mes contacts, trouver de nouveaux partenaires et clients pour mon projet.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

LE RÉSEAU D'ÉCOLES FAMILIALES AGRICOLES

LOCALISATION
RDC - Bas-Congo
DÉBUT DU PROJET
2012

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
50 jeunes (dont 50 % de filles),
6 formateurs
PARTENAIRE LOCAL
CECFOR

BUDGET 2012-2015
475 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
47 %
Cofinancé par l'AFD



dans la région pour le recrutement des nouvelles promotions, en particulier dans les écoles primaires, permettant aux 5 EFA d'accueillir 148 nouveaux élèves.

Renforcer les capacités des formateurs

Fin 2013, 9 nouveaux formateurs ont été recrutés : agriculteurs ou enseignants de formation, ils ont bénéficié d'une formation sur l'alternance afin de pouvoir mettre en application les outils pédagogiques spécifiques aux EFA. Cette formation des formateurs, organisée autour de sessions trimestrielles, est suivie de nombreuses visites sur le terrain. Le responsable pédagogique national qui accompagne les formateurs d'EFA, a lui-même bénéficié d'une formation au sein du réseau ivoirien ainsi que de l'appui d'un expert international en pédagogie de l'alternance.

Impliquer la communauté dans la vie de l'EFA

Cette année, des formations ont été organisées au profit des parents d'élèves, afin d'améliorer leur implication dans la vie des écoles et de favoriser la diffusion et l'appropriation des nouvelles pratiques apprises par les jeunes à l'EFA. Ces formations ont porté sur des sujets techniques (élevage du poulet, du porc, des abeilles...) et associatifs.

LE CONTEXTE

Un potentiel agricole sous-exploité

Avec moins de 1 dollar par jour, la majorité de la population rurale de RDC vit dans un état de pauvreté extrême, malgré les nombreuses richesses naturelles du pays. Le manque de formation et de professionnalisation des petits producteurs est un des facteurs expliquant cette situation, le potentiel agricole étant largement sous exploité.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes ruraux

Depuis 2012, l'IECD et le CECFOR développent un réseau d'Ecoles

Familiales Agricoles (EFA) dans la région du Bas-Congo. La formation professionnelle des jeunes des exploitations familiales permet de revaloriser les métiers agricoles, de diversifier les activités et d'accroître la productivité des exploitations, améliorant ainsi les conditions de vie de ces communautés rurales.

LES ACTIONS EN 2013

Elargir le périmètre d'action

Le développement du réseau EFA dans un rayon de 80 km autour de Kisantu dans le Bas-Congo s'est poursuivi avec l'ouverture de deux nouvelles écoles à la rentrée 2013, portant leur nombre à 5. Un important travail de promotion et de sensibilisation a été réalisé

LOCALISATION
RDC - Kinshasa (communes de Masina et de Kasa Vubu, puis déménagement à Matonge)
DÉBUT DU PROJET
2010

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
354 petits entrepreneurs
PARTENAIRE LOCAL
RDC Entreprises Développement (RDCED)

BUDGET 2013-2015
761 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
24 %
Cofinancé par l'AFD



LE CONTEXTE

Créer son entreprise pour améliorer ses conditions de vie

Malgré un taux de croissance atteignant 8 % en 2013, la RDC reste un des pays les plus pauvres d'Afrique. Dans ce contexte, le secteur informel peine à créer de la croissance malgré son poids - 80 % du tissu économique - et son potentiel, freiné par le manque de compétences en gestion des petits entrepreneurs.

RDC Entreprises Développement (RDCED), appuyé par l'IECD, forme et accompagne les entrepreneurs existants ou ceux créant leur activité. L'objectif est de développer ce capital humain et économique en transmettant les outils nécessaires pour construire une activité pérenne et améliorer durablement leurs conditions de vie.



LES ACTIONS EN 2013

Stimuler l'économie locale en ciblant les entrepreneurs

Grâce aux deux Centres de Gestion et de Services (CGS) situés dans les quartiers populaires de Kinshasa (Masina et Matonge), RDCED a organisé 10 sessions de Formation de Base en Gestion, réunissant 171 entrepreneurs.

Ces petits entrepreneurs, cœur de l'activité économique kinoise, ont été formés aux bases de la gestion, telles que la gestion de la trésorerie ou de la relation client, dans le but de stabiliser et d'accroître la performance de leur entreprise pour stimuler l'économie locale, fondamentalement dépendante de la santé de ces petites structures. La faillite de petites entreprises informelles est souvent liée à un lancement d'activité prématuré. Afin de permettre aux entrepreneurs en herbe d'étudier la faisabilité de leur projet, et de mener à bien le lancement de leur activité, RDCED a accompagné 54 porteurs de projet dans la conception et l'élaboration d'un

business plan pour déterminer si l'activité considérée constituait une réelle opportunité économique.

Consolider la reconnaissance locale de son action

En 2013, RDCED a largement renforcé sa visibilité au niveau local, tant auprès des petits entrepreneurs qu'auprès des autorités, le Ministère de la Justice ayant authentifié ses statuts. Aujourd'hui, RDCED est une association indépendante, reconnue comme étant un acteur important de l'appui aux petites entreprises. Cette reconnaissance lui offre un rayonnement plus large et une

considération notable. Grâce à cette visibilité grandissante, RDCED est de plus en plus sollicité par des acteurs économiques importants pour partager son savoir-faire et son expérience.

Des institutions financières (Advans Banque Congo, FPM), des agences publiques (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) et des associations (War Child, Appui Congo, Ndako na Biso) ont ainsi fait appel à RDCED pour des prestations de services afin de former leurs employés, clients ou bénéficiaires.

LE FORUM D'ACCÈS AU FINANCEMENT

En collaboration avec la banque de coopération allemande KfW et avec le Fonds de Promotion de la Microfinance (FPM), RDCED a organisé le Forum d'Accès au Financement, un événement au rayonnement national. L'objectif de ce forum est de mettre en relation les entrepreneurs de Kinshasa et de ses environs avec les services financiers adéquats pour les aider à développer leur entreprise. Cet événement est aussi l'occasion d'organiser de nombreuses

conférences et tables rondes, abordant les aspects essentiels du financement des entreprises. Le vif intérêt des entrepreneurs et des chefs d'entreprise a confirmé le succès de cette initiative, organisée tout au long de la journée et réunissant une centaine de représentants d'institutions financières et plus de 300 entrepreneurs. De nombreuses personnalités des affaires et des représentants de l'Etat ont également participé à ce forum, devenu rapidement un rendez-vous incontournable dans le milieu des entreprises congolaises.



KENYA

ÉCOLE HÔTELIÈRE ET FORMATIONS PRATIQUES POUR LES FEMMES

LOCALISATION
Kenya - Kilifi (Nord Est de Mombasa)
DÉBUT DU PROJET
2010

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
95 jeunes filles défavorisées et sans formation âgées de 16 à 25 ans;
219 femmes des villages
PARTENAIRE LOCAL
Kianda Foundation

BUDGET 2010-2013
877 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
100 %
Cofinancé par l'AFD et l'UE



LE CONTEXTE

Un tremplin pour les femmes kenyanes

Au nord-est de Mombasa, à Kilifi, 65 % de la population n'a pas de sécurité alimentaire, 43 % vit dans une extrême pauvreté avec moins de 1\$ par jour. L'accès à l'éducation y est difficile et coûteux, en particulier pour les femmes.



L'OBJECTIF DU PROJET

En 2010, l'IECD et Kianda Foundation, ont créé à Kilifi une école hôtelière, accréditée par le Ministère de l'Éducation, pour former les jeunes filles et les insérer dans la dynamique touristique de la région. Dans les villages, ils dispensent des formations de bases aux femmes et leur transmettent des outils simples pour améliorer concrètement leurs conditions de vie.

1 - L'ÉCOLE HÔTELIÈRE EN 2013

Dispenser une formation en étroite collaboration avec les professionnels

En 2013, 95 élèves ont suivi un des cursus de formation en cuisine, service ou hébergement. La pratique quotidienne, effectuée dans l'hôtel-restaurant d'application, et les stages, sont l'occasion d'appréhender les conditions réelles de leur futur métier et complètent les cours théoriques dispensés sur une période de 1 à 2 ans. Plus de 30 partenaires hôteliers apportent leur soutien au projet (formation des enseignants de l'école, amélioration du programme de formation, offre de stages et d'emplois). Depuis 2010, 85 % des diplômées ont obtenu un 1^{er} emploi dans un établissement de la région, en tant que réceptionniste, commis

de cuisine ou serveuse ; première étape leur ouvrant des perspectives d'évolution dans ce secteur. Les revenus réguliers qu'elles perçoivent désormais, le sens des responsabilités et la confiance en elles qu'elles développent, leur permettent d'envisager un avenir plus serein, d'aider matériellement leur famille, et d'encourager leurs cadets à suivre la même voie.

2 - LES FORMATIONS DANS LES VILLAGES EN 2013

Améliorer les conditions de vie grâce à des outils simples

Grâce aux liens créés avec les chefs de villages, 219 femmes de 9 villages bénéficient chaque semaine de formations en cuisine, agriculture, hygiène et nutrition, couture ou alphabétisation. Les bénéfices pour elles et leur famille sont tangibles : réduction des coûts d'alimentation, amélioration de la santé des enfants, meilleure épargne. Certaines, notamment par le développement de petites activités génératrices de revenus, et l'épargne groupée, changent profondément la situation économique de leur famille avec un objectif : offrir à leurs enfants des études.

L'impasse politique des quatre dernières années et les chocs climatiques ont contrecarré les efforts entrepris pour lutter contre la pauvreté (et l'extrême pauvreté) pour grand nombre de Malgaches. Selon les estimations, ils seraient 92% à vivre avec moins de 2 dollars PPA (parité de pouvoir d'achat) par jour ce qui fait de Madagascar l'un des pays les plus pauvres au monde. L'IECD est présent à Madagascar depuis 1989, ce qui lui a permis d'acquérir des connaissances importantes et une expérience solide du pays. L'IECD s'y investit dans tous ses champs de compétences : l'éducation, la formation professionnelle, l'appui aux petites entreprises et la santé.



semmer à...

MADAGASCAR



29 CERES



- DÉBUT DU PROJET EN 2006
- LOCALISATION : FIANARANTSOA
- 9 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 663 000 €

30 SESAME



- DÉBUT DU PROJET EN 2013
- LOCALISATION : ANTANANARIVO
- 2 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 345 000 €

32 INSTITUT MALGACHE DE RECHERCHES APPLIQUÉES

- DÉBUT DU PROJET EN 1989
- LOCALISATION : ANTANANARIVO

31 ÉCOLE HÔTELIÈRE LA RIZIÈRE

- DÉBUT DU PROJET EN 2012
- LOCALISATION : FIANARANTSOA
- 1 PARTENAIRE LOCAL
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 289 000 €



32 APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS MALGACHES

- DÉBUT DU PROJET EN 2013
- LOCALISATION : ANTANANARIVO
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 22 000 €



32 CENTRE MÉDICO- CHIRURGICAL DE SAINT-DAMIEN

- DÉBUT DU PROJET EN 1987
- LOCALISATION : AMBAJA





MADAGASCAR

LES CENTRES DE RENFORCEMENT ÉDUCATIF ET SCOLAIRE

Projet CERES

LOCALISATION
Madagascar - Fianarantsoa, région rurale de Haute Matsiatra
DÉBUT DU PROJET
2006

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
5 000 élèves, 140 enseignants, 55 éducateurs
PARTENAIRE LOCAL
Promotion économique et sociale (PROMES) et collèges partenaires

BUDGET 2013-2018
4 200 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
17 %



LE CONTEXTE

Des élèves ruraux privés d'éducation secondaire

Dans les campagnes, seulement 1 % des collégiens parviennent jusqu'au baccalauréat, contre 15 % en ville. Les causes sont multiples : manque de moyens pédagogiques, explosion du nombre d'élèves, éloignement des établissements scolaires, conditions de vie très précaires.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser la scolarisation de ces jeunes

En 2006, l'IECD et l'association malgache PROMES ont créé 6 centres de renforcement éducatif et scolaire (CERES). Adossés à 10 collèges de la périphérie rurale de Fianarantsoa, ils accompagnent les élèves durant leur scolarité et renforcent les capacités pédagogiques des établissements. Depuis 2010, l'Année Préparatoire entraîne les collégiens les plus méritants à leur entrée au lycée.

LES ACTIONS EN 2013

Faciliter l'accès des plus modestes au collège

En 2013, les 12 internats gérés par le CERES ont hébergé 360 élèves éloignés de l'école et 2 000 collégiens ont bénéficié d'une cantine pendant les 3 mois de

soudure. Le programme a aussi contribué à renforcer les capacités des collèges partenaires en accompagnant leurs enseignants dans leur formation continue.

► Renforcer le niveau des collégiens

480 élèves ont été admis dans les 6 pépinières CERES. Ils y reçoivent un accompagnement global leur permettant de s'épanouir sur le plan éducatif et personnel. Grâce aux 10 heures hebdomadaires de soutien, leurs notes sont plus élevées que celles de leurs condisciples de 45 % ; et 99 % d'entre eux sont entrés au lycée. Des examens communs ont été organisés pour les 5 000 élèves des 10 collèges partenaires.

► Préparer l'entrée au lycée

L'Année Préparatoire CERES a accueilli 120 élèves, sélectionnés selon leur mérite et leur motivation à préparer les concours d'entrée en seconde. Pendant un an, les enseignants se concentrent sur l'apprentissage des langues, le renforcement des savoirs de base et l'ouverture au monde. Grâce à cette pédagogie innovante, les 87 élèves de la promotion 2012-2013 ont tous été admis dans les 3 meilleurs lycées de Fianarantsoa.

► Accompagner les lycéens CERES

Les lycéens CERES ont bénéficié d'un suivi personnalisé continu, ce qui a permis à 95 % d'entre eux de passer en classe supérieure. En 2013, les premiers élèves issus du



CERES ont passé leur baccalauréat : 13 élèves sur 15 ont réussi, soit 87 %, et 11 ont entamé des études supérieures.



Découvrir le Programme CERES en images

MARIE CHRISTINE, LYCÉENNE AU CERES

Je souhaiterais poursuivre mes études après le Bac pour devenir comptable ou secrétaire dans une société. Le CERES m'a aidé à ouvrir les yeux sur mon projet de vie. Avant, j'étudiais sans réfléchir à mon avenir. Grâce au CERES, j'ai des perspectives d'avenir mais cela dépend aussi de moi.

Projet SESAME

 LOCALISATION
Madagascar - Antananarivo
DÉBUT DU PROJET
2013

 BÉNÉFICIAIRES EN 2013
48 étudiants, 13 lycées appuyés et 5 établissements supérieurs
 PARTENAIRE LOCAL
Promotion économique et sociale (PROMES) + 1 établissement partenaire

€ BUDGET 2011-2015
5 Millions d'euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
7 %



formation selon les principes de la réforme LMD, en cours de mise en œuvre à Madagascar (crédits, semestrialisation, tutorat, travail personnel, etc.). Ils reçoivent un accompagnement global, qui leur permet de s'épanouir aussi bien sur le plan éducatif que sur le plan personnel.

Appuyer 13 lycées et 5 établissements supérieurs

Le processus de sélection a été l'occasion pour 13 lycées de formaliser et de rendre leurs méthodes de gestion transparentes. L'ingénierie de formation du programme SESAME invite par ailleurs 5 établissements supérieurs à créer des outils de liaison post-bac et facilite la mise en œuvre de la réforme LMD.

LE CONTEXTE

Un faible taux de réussite concernant les études supérieures

Les dysfonctionnements du système scolaire malgache expliquent un taux de passage de seulement 38 % vers la deuxième année d'études supérieures. Ce taux est encore plus faible pour les élèves défavorisés et/ou de province, qui n'ont pas le soutien financier, culturel ou social adéquat. Les opportunités d'accès à un métier porteur et à un poste à responsabilités sont donc très limitées pour eux.

L'OBJECTIF DU PROJET

Offrir aux bacheliers défavorisés malgaches les mêmes chances de réussir leurs études supérieures

Dans le prolongement du programme CERES, l'IECD et l'association malgache PROMES ont créé en 2013 une année préparatoire pour 48 étudiants doués et méritants mais desservis

par une origine modeste et un éloignement de la capitale.

Soutenir les lycées et les établissements supérieurs

SESAME met à disposition ses outils pédagogiques facilitant la liaison post-bac, l'orientation scolaire des étudiants, la mise en œuvre de la réforme LMD, etc.

LES ACTIONS EN 2013

Créer une année préparatoire pour bacheliers défavorisés mais méritants

La réhabilitation du bâtiment, la formation d'une équipe de professeurs et d'éducateurs et la mise au point d'un parcours de formation complet ont permis d'accueillir les étudiants pour une année préparatoire au sein de l'établissement.

Soutenir 48 bacheliers en vue de leur réussite scolaire

Depuis octobre 2013, 48 étudiants suivent un programme de

KOLOINA, ÉTUDIANTE VENANT DE FIANARANTSOA

Mes parents et ma famille étaient fiers que je sois sélectionnée. Moi, je voulais étudier, étudier, toujours étudier, pour être plus proche de ce qu'il se passe.

Quand je suis arrivée, j'étais surprise, c'était très grand, tout était grand. On a eu un accueil chaleureux, tout le monde nous souriait, j'étais vraiment heureuse. Rapidement, il y a eu une forte cohésion entre les élèves, je me suis fait des amis.

Je sens que je me suis améliorée en mathématiques, en physique et aussi en anglais. Maintenant, l'anglais est facile pour moi. J'ai aussi fait des progrès au niveau relationnel, avant j'étais solitaire et timide, maintenant j'ai des amis, j'aime les relations.

Quand je suis rentrée, mes parents m'ont posé beaucoup de questions, ils étaient vraiment heureux, ils m'ont soutenu : être étudiante, c'est avoir un emploi.

Au début, l'éloignement était difficile, mais maintenant je m'y suis habituée. J'aimerais être infirmière ou pharmacienne et puis retourner travailler à Fianarantsoa ou dans les environs.

L'ÉCOLE HÔTELIÈRE « LA RIZIÈRE » DE FIANARANTSOA

LOCALISATION
Madagascar - Fianarantsoa
DÉBUT DU PROJET
2012

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
50 élèves, 110 familles (plus de
1 000 adultes)
PARTENAIRE LOCAL
Collège Saint François-Xavier

€ BUDGET 2011-2015
835 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
60 %
Cofinancé par l'AFD



compétences. Les formations se déclinent selon trois thématiques : un tiers d'enseignement général appliqué, un tiers d'enseignement technique modulaire (théorie et pratique) et un tiers consacré au service au sein de l'hôtel d'application. L'intérêt de ces jeunes élèves pour les métiers de service et leur rapidité d'apprentissage sont très encourageants. Dès septembre 2014, l'école accueillera 88 jeunes par an.

Améliorer l'offre de formation professionnelle

L'IECD accompagne les Ministères du Tourisme et de la Formation Professionnelle pour la mise en place d'une stratégie nationale de développement des compétences en hôtellerie-restauration. Fin 2013, les référentiels de formation CAP ont été officiellement validés au niveau national, positionnant ainsi l'école hôtelière en établissement pilote.

Renforcer les capacités des plus démunis

En 2012-2013, 110 familles ont participé à un cycle de formations sur la nutrition, l'hygiène, l'économie domestique, l'éducation parentale et la création d'activités génératrices de revenus. La nouvelle promotion 2013-2014 prévoit d'atteindre 800 familles. Les bénéficiaires ont ainsi pu acquérir des outils pratiques pour améliorer leurs conditions de vie au quotidien.

LA RÉINSERTION DES JEUNES ADULTES PAR LA FORMATION EN ARTISANAT

L'exode rural des jeunes malgaches fuyant la pauvreté alimente le nombre de sans-abris de la capitale. En réponse à cette situation, l'association malgache Accueil des Sans-Abris (ASA), soutenue par l'IECD, a créé un centre de formation et de production en artisanat. Il vise à assurer la réinsertion sociale et professionnelle des jeunes adultes en très grande précarité.

LE CONTEXTE

Des jeunes sans perspectives d'avenir

Fianarantsoa est l'une des villes les plus pauvres de Madagascar. Nombre de familles, touchées de plein fouet par le chômage, y vivent dans un état de grande précarité. Leurs enfants ont difficilement accès à l'éducation et, par conséquent, à des formations qualifiantes. Par ailleurs, le tourisme est en pleine expansion et les professionnels du secteur hôtelier peinent à trouver des employés qualifiés.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion durable des jeunes déscolarisés

En 2012, l'IECD et le collège Saint François-Xavier ont lancé à Fianarantsoa un projet d'école hôtelière. Il s'agit de permettre aux élèves d'acquérir des compétences professionnelles adaptées aux réalités du secteur hôtelier et de s'insérer dans la dynamique touristique du pays.

LES ACTIONS EN 2013

Construire des locaux adaptés

Un ancien centre de formation, idéalement situé au pied de la ville historique et surplombant une vallée rizicole, a été réhabilité. Deux zones se distinguent : les bâtiments d'initiation (salles de classe, cuisine et restaurant des élèves, dortoirs)

et les bâtiments d'application, accessibles à la clientèle extérieure, comprenant un hôtel de 10 chambres, un restaurant de 30 couverts et un bar-lounge.

Acquérir des compétences professionnelles

Les référentiels d'enseignement technique ont été réalisés, suivant une méthodologie globale, exigeante et rigoureuse. De multiples acteurs, experts de l'hôtellerie-restauration, enseignants et autorités locales, ont participé à leur élaboration. Pendant 2 ans, les jeunes reçoivent une formation de niveau CAP aux métiers de la cuisine, de la restauration et des services hôteliers. La pratique est au cœur de l'enseignement. Les élèves s'entraînent en effet en conditions réelles dans l'hôtel-restaurant d'application et ont un cursus de six mois de stage dans les entreprises de la région.

Former 50 jeunes aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration

L'école La Rizière a ouvert ses portes en septembre 2013, accueillant 50 jeunes en formation dont 65 % de filles. 40 % de ces étudiants s'orientent vers la cuisine, les autres étant répartis entre la restauration et les services hôteliers.

En plus d'étréner un nouvel établissement, les élèves font l'expérience d'un type d'enseignement inédit à Madagascar, basé sur une approche par les

L'INSTITUT MALGACHE DE RECHERCHES APPLIQUÉES

Projet IMRA
DÉBUT DU PROJET 1989

LOCALISATION
Madagascar - Antananarivo

€ ENGAGEMENTS RÉALISÉS
67 000 euros



Cet Institut, basé à Antananarivo conduit depuis 50 ans des travaux de recherche sur les plantes médicinales malgaches. Il développe des médicaments à partir de principes actifs d'origine

naturelle et les met à la disposition de la population à des prix accessibles. Fondation reconnue d'utilité publique, l'IMRA abrite en son sein un laboratoire d'analyses médicales et un centre de santé.

L'Institut est membre de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et auxiliaire du Ministère de la Santé. A ce titre, il accueille des étudiants et des doctorants en pharmacie dans ses laboratoires.

LE CENTRE MÉDICO CHIRURGICAL DE SAINT-DAMIEN

Projet CMC
DÉBUT DU PROJET 1987

LOCALISATION
Madagascar - Ambaja

€ ENGAGEMENTS RÉALISÉS
21 000 euros



Le Centre médico chirurgical de Saint Damien est l'hôpital de référence pour toute la province d'Ambaja. Accessible aux populations vulnérables, il offre des soins de qualité en médecine

générale, chirurgie, stomatologie, ophtalmologie, maternité et pédiatrie. En 2013, l'IECD lui a apporté une subvention de fonctionnement pour contribuer à la prise en charge totale des

plus nécessiteux. Par ailleurs, l'aide de l'IECD a permis de proroger le travail de renforcement institutionnel et de l'organisation comptable.

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS MALGACHES

LOCALISATION
Madagascar - Antananarivo
DÉBUT DU PROJET
2013

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
200 bénéficiaires (prévisions 2016)
PARTENAIRE LOCAL
Madagascar Entreprises
Développement (MED)

€ BUDGET 2013-2015
200 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
11 %
Cofinancé par l'AFD



LE PROJET

Stimuler le développement socioéconomique

Depuis 2002, les chocs économiques successifs à Madagascar affectent en premier lieu le marché de l'emploi. Aujourd'hui, à Antananarivo, l'économie informelle représente 65 % des emplois non agricoles. Les TPE sont cependant très fragiles : établies en moyenne depuis moins de 5 ans, et peu créatrices

d'emploi, elles ne conduisent pas à l'émergence d'un secteur générateur de richesses en raison du faible niveau d'éducation de leurs dirigeants, malgré leur potentiel.

Le programme vise ainsi à leur transmettre les connaissances nécessaires pour renforcer et consolider leur activité, mais aussi à susciter un changement de mentalité sur leur statut de chef d'entreprise. Cette montée en compétence les fait passer d'une logique de subsistance à une logique de pérennité.

LES ACTIONS EN 2013

Construire les fondations

Le 1^{er} Centre de Gestion et de Services a été implanté à Antananarivo dans un quartier populaire, pour que sa position centrale favorise la renommée

naissante du programme.

Une remise en état du centre opérationnel a été nécessaire pour un accueil adéquat des entrepreneurs.

Suite à leur recrutement, le chef de projet, le formateur principal et son assistant, ont été formés par une assistance technique de l'IECD et du Réseau Entreprise Développement, créant une dynamique sud-sud pour l'essaimage du programme.

Accueillir les premiers bénéficiaires

Fin 2013, le centre a accueilli la 1^{ère} promotion de sept entrepreneurs, dont 80 % de femmes, très présentes dans l'économie informelle malgache. Leur enthousiasme est très encourageant et les effectifs des promotions suivantes sont déjà complets, ce qui permet d'être confiant quant à la réussite de l'essaimage.



Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord sont confrontés à une augmentation constante du nombre de personnes en âge de travailler posant un défi majeur en matière d'emploi. Une étude du bassin de l'emploi dans les pays arabes méditerranéens a révélé que les taux d'inactivité et de chômage des jeunes y sont considérablement élevés, avec en moyenne moins de la moitié de la population en âge de travailler en activité et un tiers seulement occupant un poste convenable.

A ce titre, l'IECD concentre son action sur l'augmentation de l'employabilité des jeunes par la formation et l'insertion professionnelles. En amont, il participe au renforcement de l'accès des personnes vulnérables à l'éducation et en aval, à l'appui aux petits entrepreneurs.

PROCHE ORIENT

semmer au...



35 LIBAN



- PRÉSENT DEPUIS 1989
- 7 PROJETS
- 20 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 1 000 000 €

39 SYRIE



- PRÉSENT DEPUIS 2000
- 4 PROJETS
- 6 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 700 000 €

41 KURDISTAN D'IRAK

- PRÉSENT DEPUIS 2009
- 1 PROJET
- 3 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 149 000 €



42 TERRITOIRES PALESTINIENS

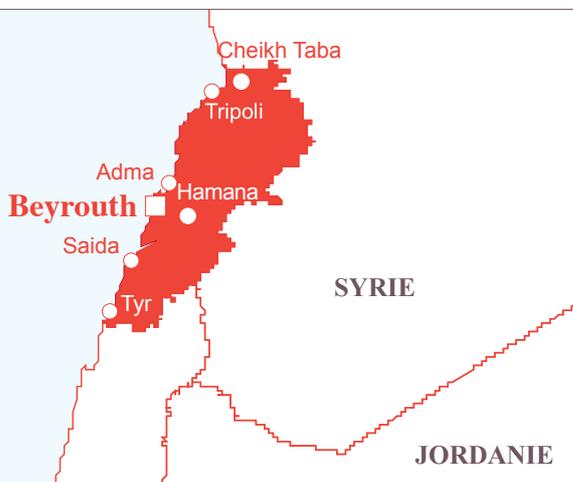
- PRÉSENT DEPUIS 2007
- 3 PROJETS
- 3 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 466 000 €



44 ÉGYPTE

- PRÉSENT DEPUIS 2013
- 1 PROJET
- 2 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 43 000 €





LIBAN

ACCÈS À L'ÉDUCATION DES ENFANTS À BESOINS SPÉCIFIQUES

LOCALISATION
Liban - Saïda et sa région
DÉBUT DU PROJET
2007

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
80 enfants de l'école « Mosaik », 180 enseignants, 7 écoles partenaires
PARTENAIRE LOCAL
Foyer de la Providence (Trait d'Union et École Mosaik)

BUDGET 2013-2015
700 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
33 %



LE CONTEXTE

L'insertion des enfants à besoins spécifiques

Dans la région de Saïda, le système scolaire classique est dans l'incapacité d'intégrer les enfants atteints de troubles de l'apprentissage et du comportement ou de déficiences intellectuelles légères. Les établissements adaptés étant rares, ces enfants sont généralement marginalisés.

L'OBJECTIF DU PROJET

Valoriser le potentiel des enfants

Depuis 2007, l'IECD s'est associé au Foyer de la Providence pour soutenir et développer l'école spécialisée « Mosaik ». Grâce à une éducation adaptée, cet établissement offre aux enfants à besoins spécifiques la possibilité de poursuivre leur scolarité et permet ainsi de les conduire vers l'autonomie. De plus, en sensibilisant les éducateurs, les familles et les pouvoirs publics, le centre Trait d'Union contribue à une meilleure intégration de ces enfants dans le système scolaire et à leur insertion dans la société.

LES ACTIONS EN 2013

Offrir un accompagnement adapté

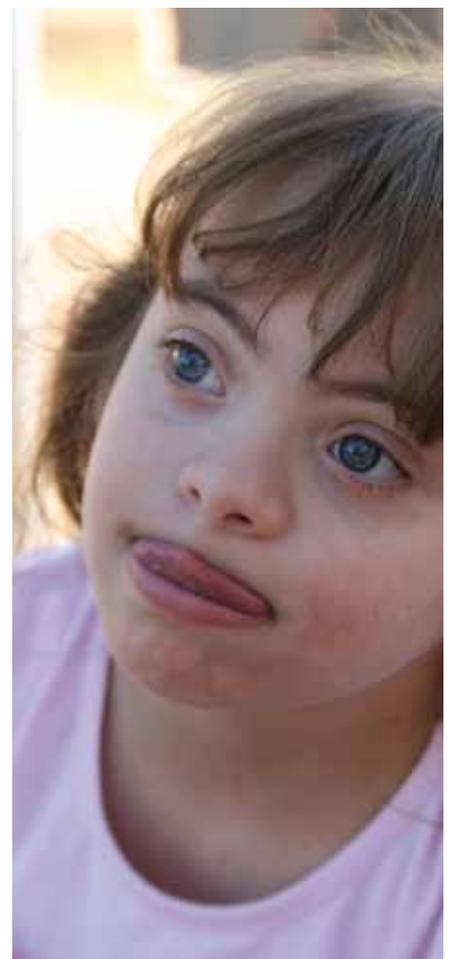
L'école Mosaik a accueilli 80 enfants à la rentrée 2013/2014

grâce à l'ouverture d'une nouvelle classe. Les travaux d'agrandissement des locaux en cours permettront prochainement d'améliorer la prise en charge des enfants. Les 34 éducateurs et rééducateurs (orthopédagogues, psychologues, orthophonistes et psychomotriciens), encadrent les élèves et leur fournissent les outils pédagogiques adaptés pour favoriser l'éveil et l'apprentissage.

Sensibiliser et renforcer les enseignements

Trait d'Union a pour vocation de devenir le centre de référence pour les professionnels et les familles. Il met en place des formations continues, dispensées aux éducateurs d'écoles afin d'adapter leur enseignement aux besoins spécifiques des élèves. De plus, il effectue un travail important auprès du personnel enseignant pour le sensibiliser aux troubles de l'apprentissage et le former à l'intégration des enfants à besoins spécifiques. Ainsi en 2013, 5 écoles de Saïda ont accueilli ce cycle, abordant les thèmes du dépistage, des troubles de l'apprentissage, la dyslexie, la dyspraxie et des études de cas.

D'autre part, un cycle de formation auprès de l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency) a également permis de former 32 enseignants issus de 3 autres écoles de Saïda. Au total, ce sont 180



éducateurs qui ont bénéficié de formations spécifiques en 2013. En parallèle, des opérations de sensibilisation visant un public plus large ont également eu lieu dans la région.

Projet GRAINES D'ESPERANCE



LOCALISATION

Liban - Beyrouth et sa région, Saïda, Adma, Tyr, Cheikh Taba (Akkar), Hammana, Tripoli et sa région

DÉBUT DU PROJET : 2007



BÉNÉFICIAIRES EN 2013

467 élèves, 30 professeurs en formation continue



PARTENAIRES LOCAUX

13 écoles partenaires



BUDGET 2013-2016

960 000 euros

ENGAGEMENTS RÉALISÉS

37 %

Cofinancé par l'AFD, la région PACA et la région Ile-de-France



LE CONTEXTE

Des formations peu adaptées

Au Liban, la formation technique est dépréciée : pour beaucoup c'est la voie réservée aux élèves en échec scolaire. Trop théorique, elle ne répond pas aux besoins des entreprises à la recherche de techniciens qualifiés, si bien que le pourcentage de jeunes sans emploi issus de filières techniques est deux fois plus élevé que celui des élèves issus des filières universitaires.

L'OBJECTIF DU PROJET

Renforcer l'employabilité des élèves

La création d'un Baccalauréat Technique en électrotechnique accrédité par le Ministère de l'Éducation en 2010 et la mise en place d'une spécialisation «ascensoriste» en 2013 s'inscrivent dans le projet Graines d'Espérance que l'IECD et un réseau d'entreprises et d'écoles partenaires ont lancé pour moderniser le secteur de la formation en électrotechnique. Ces formations, répondant aux attentes du marché du travail, permettent aux jeunes d'accéder à des emplois stables et rémunérateurs. Fort de son expérience, le programme est également développé en Egypte, au Nigéria et au Maroc.

LES ACTIONS EN 2013

Former les jeunes en adéquation avec les attentes du secteur

Au cours de l'année 2013, l'IECD a poursuivi la mise en place et l'appui au baccalauréat technique en électrotechnique au sein de 13 écoles partenaires. Cette filière prépare, en 3 ans, les jeunes aux métiers de l'électricité (électricité du bâtiment, électricité industrielle, maintenance, efficacité énergétique). Grâce à une approche pratique centrée sur la mise en situation, les élèves acquièrent les compétences requises par les entreprises. En novembre 2013, la première promotion d'électrotechnique au Liban (39 élèves de 3 écoles pilotes) a obtenu le diplôme du Baccalauréat Technique, certifié par l'Académie de Paris, avec un taux de réussite de 86,7 %.

Développer les cursus

L'IECD et le CNAM ont lancé en 2013 la spécialisation «ascensoriste». Cette formation d'un an, post-bac, permettra aux étudiants d'apprendre le métier d'ascensoriste. Le partenariat avec l'entreprise Mitsulift garantit aux meilleurs élèves une bourse pour financer leurs études et un contrat à l'issue de la formation.

Favoriser le placement des élèves

La création de 5 bureaux d'orientation au sein de 5 écoles partenaires en 2013 a permis de valoriser la formation technique auprès de 1 000 collégiens, via différents événements dont 3 journées portes ouvertes ainsi qu'une semaine de l'orientation. Les bureaux d'orientation ont également pour mission de faciliter et d'encourager le placement des élèves en entreprise, que ce soit pour les stages obligatoires qui font partie de leur cursus ou encore afin d'obtenir un emploi une fois leurs études terminées.

La semaine des métiers organisée en 2013, rassemblant entreprises partenaires et élèves de BT, a ainsi eu pour effet de créer un lien entre les élèves de BT et le monde professionnel.

Former les professeurs

En 2013, 21 sessions de formation ont permis de former plus de 100 enseignants. Ces sessions, assurées par des entreprises privées ou encore par des organismes comme le CNAM, Schneider Teachers, l'Académie de Paris ou l'Institut Français, portent aussi bien sur le contenu technique que sur la pédagogie.



Découvrir le Programme Graines d'Espérance en images



UN ÉLÈVE DE 1^{ère} ANNÉE DE CORTBAWI

« Mon père me demande mes cours, et nous discutons de ce que je fais à l'école. Au départ, je pensais que mon père me testait, car il est chef d'entreprise en électricité. Je me suis aperçu qu'en fait il se renseignait lui-même sur les nouveaux matériels. Il a découvert que, lorsqu'un problème m'était posé, j'établissais des scénarios possibles. Lui a tendance à répondre immédiatement par l'ajout d'un équipement nouveau. »

GUIDANCE EMPLOYMENT

Mis en œuvre depuis 2012, dans 3 régions du Liban et sous l'impulsion de la fondation Drosos, le projet GET consiste à favoriser l'accès à l'emploi à travers l'orientation et l'accompagnement de 2 000 jeunes sur la durée totale du projet. La mise en place d'un réseau de bureaux d'orientation et d'emploi au sein de 5 écoles techniques

LOCALISATION
Liban - Tripoli et Liban Nord
DÉBUT DU PROJET
2008

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
148 entrepreneurs dont 67 % de femmes
PARTENAIRE LOCAL
Semeurs d'Avenir

BUDGET 2008-2014
525 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
80 %
Cofinancé par l'AFD



LE CONTEXTE

Les TPE : maillon clé de l'économie libanaise

Du fait du manque de connaissances en gestion des petits entrepreneurs, les activités des Très Petites Entreprises sont souvent vulnérables et peu pérennes. Cependant, ces TPE tiennent un rôle essentiel dans l'économie, accentué par la nécessité d'absorber l'arrivée massive de réfugiés syriens qui, à leur tour, recherchent un emploi pour s'insérer dans la société libanaise. Soutenir ces entreprises est donc primordial pour l'équilibre

socioéconomique de la région et les conditions de vie de ces populations.

L'OBJECTIF DU PROJET

Dynamiser le tissu économique local

Depuis 2008, l'IECD s'engage, en partenariat avec Semeurs d'Avenir, à former et à accompagner les entrepreneurs afin qu'ils acquièrent les outils de gestion nécessaires au développement de leur activité. Cette stratégie vise à dynamiser la création d'emplois plus durables en renforçant et en solidifiant les TPE.

LES ACTIONS EN 2013

Encourager la création de petites entreprises

En 2013, 4 formations à la création d'entreprise (FPP) ont été réalisées, pour préparer et accompagner 37 personnes dans leur projet, et donner des bases solides au lancement de leur activité. Ces formations montrent également aux entrepreneurs en herbe la possibilité de créer une entreprise stable malgré le contexte difficile.

Élargir les compétences des entrepreneurs selon leurs besoins

Pour être capables de faire face aux chocs externes, 111 entrepreneurs ont pu se former aux techniques de base en gestion (FBG), mais

également élargir leur réseau commercial grâce aux nombreuses activités du Club des Entrepreneurs de Tripoli. Une soirée thématique portant sur les techniques de communication entre vendeurs et clients a, par exemple, réuni 14 participants.

À la demande des entrepreneurs, le programme adapte son offre de service, et à ce titre, l'une des formations a porté sur l'exportation dans le secteur agro-industriel. Celle-ci a permis de leur ouvrir des perspectives inédites, comme la pénétration de nouveaux marchés. L'un des participants a ainsi commencé à exporter ses produits vers les États-Unis.

Des résultats constants malgré un contexte difficile

Les petits entrepreneurs craignent une évolution négative de la situation au nord du Liban, déjà très fragilisé par le conflit syrien. Néanmoins, le CGS de Tripoli et l'antenne mobile ont maintenu leur action toute l'année, au profit de 148 entrepreneurs, en leur dispensant des formations diversifiées et en adéquation avec leurs besoins. Cette démarche contribue à véhiculer une image encourageante pour la poursuite des activités des petites entreprises.

TRAINING (GET)

offre un accompagnement personnalisé aux élèves. Les bureaux du GET prennent en charge le parcours professionnel du jeune depuis le choix de sa spécialisation jusqu'à son premier emploi, pour lui offrir une meilleure insertion professionnelle. Ainsi, parmi ces jeunes, 68 ont trouvé une place sur le marché du travail en 2013.

INSERTION SCOLAIRE DES ENFANTS ET DES JEUNES RÉFUGIÉS

 LOCALISATION
Liban - Beyrouth et Tripoli
DÉBUT DU PROJET
2006

 BÉNÉFICIAIRES EN 2013
130 enfants à Tripoli, 138 enfants à Beyrouth
 PARTENAIRES LOCAUX
Arcenciel, Institut Technique Franco-Libanais

€ BUDGET 2013-2014
540 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS **36 %**
Cofinancé par la DCI, Région Rhône-Alpes, DANIDA (via Save the Children International)



LE PROJET

Donner aux plus jeunes réfugiés les moyens de se bâtir un avenir

Plus d'un million de réfugiés syriens ont rejoint les familles irakiennes déjà établies au Liban. Beaucoup s'installent dans la région de Beyrouth et de Tripoli où leurs conditions de vie sont précaires et seulement un quart des jeunes syriens sont scolarisés, faute de place. Le centre éducatif de Janah ouvert en 2006 au nord de Beyrouth, accueille ces jeunes, traumatisés par les violences, afin d'enrayer le

décrochage scolaire et de les aider à intégrer la société libanaise et son système scolaire. Face à l'afflux de réfugiés syriens, un second centre a vu le jour en 2013 à Tripoli, s'appuyant sur l'expérience de Janah à Beyrouth.

LES ACTIONS EN 2013

Assurer un relais scolaire

A Beyrouth, 6 professeurs ont assuré le soutien scolaire de 138 élèves durant l'année scolaire et 88 nouveaux élèves ont fait leur rentrée en 2013. Au centre de Tripoli, 8 professeurs ont été formés au Programme d'Éducation Accélérée (ALP) par l'Institut Français de Beyrouth et ont dispensé quotidiennement des cours de remédiation scolaire en anglais et en français aux 130 enfants.

Favoriser le développement personnel des enfants

Les activités ludiques et psychosociales organisées chaque

vendredi à Beyrouth, pour que les enfants expriment leurs émotions, canalisent leur agressivité et reprennent confiance en eux, se sont poursuivies en 2013. Durant l'été, 150 enfants ont participé au programme estival comprenant des cours et des activités extrascolaires.

Soutenir les parents

Depuis 2012, les parents d'élèves participent aux activités et au projet éducatif via le comité des parents d'élèves. Les groupes de paroles leur permettent d'échanger et de partager les difficultés de leur quotidien.

ACTIONS D'URGENCE

En parallèle de ses projets, l'IECD a soutenu des initiatives grâce aux fonds mis à disposition pour les actions d'urgence en faveur des réfugiés syriens. Initiées fin 2013, elles ont concerné dans un premier temps l'étude des besoins prioritaires pour les bénéficiaires et la recherche de fournisseurs (manteaux et chaussures).

RÉINSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE ET FORMATION TECHNIQUE DES JEUNES DE TRIPOLI

Projet RST
 LOCALISATION
Liban - Tripoli et Liban Nord
DÉBUT DU PROJET
Octobre 2013

 BÉNÉFICIAIRES EN 2013
600 jeunes et 12 enseignants formés (prévisions)
 PARTENAIRES LOCAUX
Municipalité de Tripoli, Semeurs d'Avenir

€ BUDGET 2013-2015
785 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
1 %
Cofinancé par l'AFD et la Région Rhône Alpes



LE PROJET

Favoriser l'insertion des jeunes en difficulté

L'afflux massif de réfugiés syriens au Liban Nord a des répercussions dramatiques sur l'équilibre socio-économique de cette région, déjà très affectée par la pauvreté et le chômage. L'IECD et ses partenaires ont lancé en 2013 un dispositif pour renforcer l'employabilité des jeunes en situation d'extrême précarité ou de rupture scolaire. Ces formations, associées à un volet favorisant le développement personnel

par la mise en œuvre d'activités communautaires, de formations sur les compétences transversales et l'appui aux initiatives, faciliteront l'insertion professionnelle des jeunes et contribueront à la baisse des tensions communautaires.

LES ACTIONS EN 2013

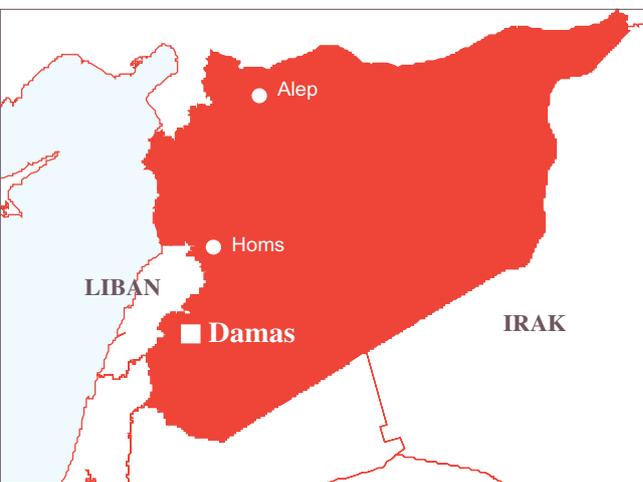
Préparer les cursus professionnels

En réponse aux besoins du marché du travail, 8 cursus dans 3 secteurs (métiers du bâtiment, maintenance et aide à la personne) ont été élaborés pour former à terme 600

jeunes et 12 enseignants. Une campagne de sensibilisation au programme a été menée auprès des jeunes qui, dès 2014, pourront débiter leur formation.

Former les formateurs

Fin 2013, la région Rhône-Alpes a accueilli les formateurs aux métiers du bâtiment et les chefs d'entreprises qui intégreront des apprentis pour les sensibiliser à leur rôle d'encadrement et de transmetteur de savoirs afin de pérenniser le programme.



SYRIE

FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

LOCALISATION
 Syrie - Périphérie de Damas
DÉBUT DU PROJET
 2008

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
 992 jeunes, 21 formateurs
PARTENAIRE LOCAL
 Croissant Rouge Arabe Syrien

BUDGET 2013-2014
 475 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
 45 %
 Financé par l'UNICEF



LE CONTEXTE

Des jeunes en situation de grande détresse

Depuis plus de trois ans, dans les faubourgs de Damas, affluent de nombreux Syriens déplacés qui fuient les violences dans leur région d'origine. Les adolescents subissent de plein fouet cette situation tragique : se retrouvant isolés et sans accès à l'éducation, ils perdent tout espoir pour l'avenir.

En 2008, l'IECD a ouvert un centre de formation professionnelle dans la banlieue de Damas. Initialement destiné aux réfugiés déscolarisés (principalement irakiens), il accueille aujourd'hui une majorité de jeunes Syriens issus de familles déplacées.

LES ACTIONS EN 2013

► Permettre aux jeunes déplacés et réfugiés d'envisager un avenir

En 2013, le centre a accueilli 992 jeunes de 14 à 25 ans, offrant un lieu d'accueil et de prise en charge. L'objectif est de leur dédier un lieu de vie où ils peuvent s'exprimer, construire des relations et poursuivre leur développement personnel. Il s'agit aussi de leur permettre d'acquérir des compétences techniques utiles pour se projeter dans un avenir professionnel. Depuis 2013, des repas chauds sont offerts à ces jeunes, vivant tous dans des conditions très difficiles.

► Renforcer le dispositif de formation

Chaque formation est organisée en modules de 2 à 6 mois et met l'accent sur la pratique pour répondre aux besoins actuels et futurs des artisans et professionnels locaux. Les élèves développent leurs compétences en informatique et en anglais ; ils sont formés à différents types de métiers comme le secrétariat ou l'électricité.

Depuis 2013, de nouvelles formations sont proposées dans le domaine de l'internet, la photographie, la maintenance informatique, l'aide aux personnes âgées et aux malades ou encore l'installation-réparation de climatiseurs.



LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU TISSU ASSOCIATIF SYRIEN (PROJET TEAM)

Financé par l'UNICEF, budget 2013-2015 : 730 000 euros

Les rapports internationaux ont pointé du doigt le besoin d'améliorer l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle pour les personnes déplacées afin de leur ouvrir des perspectives. Les ONG locales peuvent être des acteurs de la formation et de l'insertion professionnelle dans un horizon à moyen terme. Néanmoins, celles-ci sont dans l'incapacité de fonctionner correctement faute d'expérience, de formation et d'outils adaptés. Le transfert des bonnes pratiques est donc essentiel.

Sous l'impulsion de l'UNICEF, l'IECD intervient auprès d'ONG locales pour transférer son savoir-faire en matière de formation professionnelle, développer un renforcement de capacité de ces structures et partager son expérience du terrain par le centre de formation de formateurs ouvert à Damas en 2013. Les 48 ONG formées seront en mesure de dispenser à leur tour leurs propres cours de formation via leurs équipes de formateurs et leurs ressources internes à partir de 2014 sur l'ensemble du territoire syrien. L'IECD assurera le suivi de la mise en œuvre de ces outils directement au sein de ces ONG, dont 70 % sont basées en province.

FORMATION DES PERSONNELS INFIRMIERS

LOCALISATION
Syrie - Damas
DÉBUT DU PROJET
2008

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
10 formateurs en soins infirmiers,
(155 personnels hospitaliers depuis
2008)

BUDGET 2008-2013
400 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
100 %



LE CONTEXTE

Des soins hospitaliers dégradés

Sous l'effet de l'exode rural, de la croissance démographique et, depuis 2012, de l'afflux de réfugiés et de déplacés internes, la demande en soins a fortement augmenté à Damas. Mal formés, les personnels hospitaliers peinent à gérer la situation, ce qui nuit à la prise en charge des patients.

Depuis 2008, l'IECD travaille au renforcement des compétences des infirmiers pour améliorer la qualité des soins. Son action s'est poursuivie jusqu'à fin 2013, date à laquelle l'IECD a été contraint de suspendre les activités en raison de la situation sécuritaire.

LES ACTIONS EN 2013

Achever la formation des formateurs en soins infirmiers

Malgré le contexte difficile, et grâce à la motivation et à la capacité d'adaptation des étudiants et des formateurs, le programme s'est poursuivi pour dix participants, dont huit formateurs de la Direction des soins infirmiers issus de plusieurs gouvernorats et deux formatrices du Ministère de la Santé, jusqu'en juillet 2013.

À raison d'une semaine de formation continue par mois, les cours ont continué d'être assurés par deux formatrices encadrées par deux expertes de l'IECD. Les huit enseignants en soins infirmiers

et les deux formatrices ont tous obtenu leur diplôme de formateur certifié par l'hôpital Sainte-Anne de Paris. L'ensemble du programme de formation a ensuite été mis en forme pour faciliter sa réplique.

Une action pérenne

La formation de ces dix professionnels contribue à inscrire le projet sur le long-terme à travers la transmission de leurs acquis auprès du milieu infirmier syrien. La Direction des soins infirmiers a exprimé sa volonté de renouveler cette action afin de multiplier les impacts positifs du programme dès que le contexte s'y prêtera.

FORMATION DES PROFESSIONNELS DU HANDICAP ET APPUI AUX CENTRES DE PRISE EN CHARGE

LOCALISATION
Syrie - Homs, Alep et Damas
DÉBUT DU PROJET
2009

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
133 personnes en kinésithérapie, 30 enfants
en situation de handicap mental, 6 spécialistes
de la rééducation (32 depuis 2009)

PARTENAIRES LOCAUX
Petites Fleurs, École spécialisée Boustan el
Diwan

BUDGET 2009-2013
840 000 euros
ENGAGEMENTS
RÉALISÉS
100 %



en Syrie était estimé à plus de 500 000 ; depuis, les besoins de prise en charge se sont alourdis mais la situation sécuritaire et politique rend plus difficile le travail des professionnels. Avec l'appui de la Fondation Drosos, l'IECD mène depuis 2009, un projet d'amélioration de la prise en charge d'enfants et d'adolescents souffrant d'infirmité motrice cérébrale, de déficiences intellectuelles ou d'autres formes de handicap avec des associations syriennes.

LES ACTIONS EN 2013

Soutenir les centres de prise en charge

En 2013, l'IECD a poursuivi l'appui technique et financier de ses partenaires dans leurs actions à

Homs et à Alep. Les centres ont maintenu un encadrement de qualité et des visites à domicile pour 163 jeunes handicapés et personnes ne pouvant se déplacer.

Renforcer les compétences des formateurs

Le cycle de formation sur trois ans s'est achevé en 2013. Du fait des conditions sécuritaires, la dernière formation a eu lieu au Liban en partenariat avec l'Institut Cortbawi. Six physiothérapeutes encadrés par deux experts français ont ainsi pu suivre une formation d'orthopédie destinée à renforcer leurs connaissances techniques ainsi que leurs capacités à transférer les compétences acquises à d'autres.

LE CONTEXTE

L'aggravation de la situation des jeunes handicapés

Avant 2011, le nombre de personnes en situation de handicap



KURDISTAN D'IRAK

APPUI AU DÉVELOPPEMENT RURAL

LOCALISATION
Irak - Dohuk, région autonome du Kurdistan
DÉBUT DU PROJET
2008

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
918 agriculteurs bénéficiaires (formations & prestation de service agricole)
PARTENAIRES LOCAUX
Directorat vétérinaire,
Directorat de l'Agriculture et
Collège d'Agriculture de Dohuk

BUDGET 2011-2014
500 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
30 %



LE CONTEXTE

Un potentiel mal exploité

Jadis grenier de l'Irak, la production agricole du Kurdistan ne représente plus que 20 % de la consommation locale, malgré son fort potentiel. Après plusieurs décennies de conflits, ce secteur souffre à présent d'une perte des savoir-faire traditionnels.

L'OBJECTIF DU PROJET

Soutenir le développement rural

Initialement destiné aux déplacés chrétiens d'Irak, le projet Ard Al Amal (« Terre de l'espérance » en arabe) s'est progressivement élargi depuis 2011 à l'ensemble du gouvernorat de Dohuk. Il s'adresse aujourd'hui à des agriculteurs âgés

de 25 à 50 ans, semi-professionnels, et à faible revenus, de toutes origines confessionnelles, dans 3 domaines à fort potentiel économique : arboriculture, élevage et apiculture. Son objectif est de favoriser la création d'activités génératrices de revenus en milieu rural. Dans un contexte de tensions liées à l'apparition d'une rente pétrolière mal redistribuée, il crée aussi un moyen d'enraciner ces populations, constituant une véritable mosaïque ethnique et religieuse.

LES ACTIONS EN 2013

Soutenir la filière arboricole

En collaboration avec le Directorat de l'Agriculture de Dohuk, 11 sessions de formations portant

sur la prévention des maladies et les greffes ont été dispensées afin de remédier aux lacunes de 229 arboriculteurs.

Démocratiser les soins vétérinaires pour l'élevage

L'accès aux soins vétérinaires et à certaines zones reculées est limité ; entraînant un mauvais suivi des élevages, et une baisse de la productivité et de la qualité des cheptels. L'IECD a développé avec le Directorat des Services Vétérinaires un projet de clinique vétérinaire mobile offrant l'accès à des soins de qualité à 250 éleveurs, soit 8 779 animaux soignés en 2013.

Professionnaliser le secteur apicole

Malgré le succès des miels locaux, le manque de savoir-faire des apiculteurs freine le potentiel de ce secteur. Pour le valoriser davantage, l'IECD a formé 212 producteurs lors de sessions et a offert un suivi général à 8 apiculteurs pour améliorer les pratiques professionnelles et renforcer leurs compétences sur le plan sanitaire, technique et marketing en 2013.

Accompagner les agriculteurs

10 hectares de terrain ont été mis en culture grâce à un service de location de tracteurs qui permet aux agriculteurs des zones reculées de bénéficier d'un accès à la mécanisation et d'accroître la productivité de leurs exploitations.





TERRITOIRES PALESTINIENS

LE CENTRE ÉDUCATIF D'AL AIZARIEH

LOCALISATION
Territoires palestiniens - Al Aizarieh
DÉBUT DU PROJET
2012

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
490 enfants et 80 professeurs
PARTENAIRES LOCAUX
Ministère de l'Éducation,
Municipalité d'Al Aizarieh

BUDGET 2010-2014
995 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
53 %
Cofinancé par l'AFD



LE CONTEXTE

Un système éducatif qui manque de moyens

En périphérie de Jérusalem, Al Aizarieh se trouve désormais isolée par le mur de séparation. Les conditions socioéconomiques sont très dégradées, faisant place à une insécurité et à une criminalité grandissantes. C'est pourtant dans ce contexte que les jeunes doivent construire leur avenir, alors que le système éducatif est déficient, faute de ressources, et que les espaces où les enfants et adolescents pourraient se développer sur le plan personnel sont inexistantes.

L'OBJECTIF DU PROJET

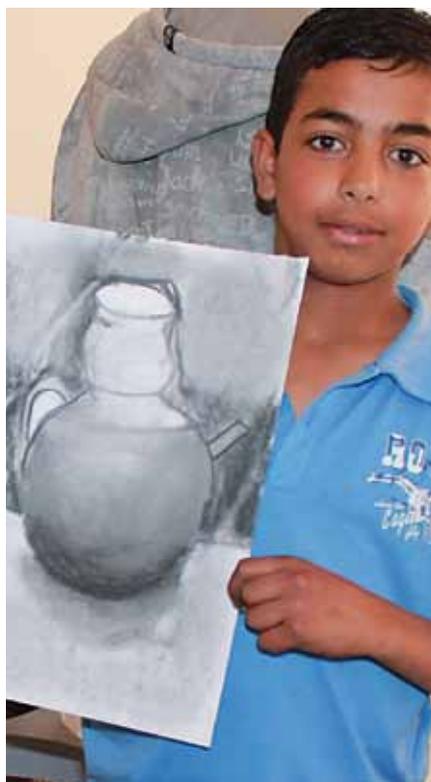
Offrir un cadre pour se tourner vers l'avenir

En partenariat avec Apprentis d'Auteuil, l'IECD mène depuis 2012 un projet éducatif global destiné à renforcer le niveau d'éducation des enfants en échec scolaire et à leur offrir un cadre pour construire un avenir prometteur. D'ici 2015, le centre éducatif accueillera près de 900 enfants et adolescents de 6 à 18 ans.

LES ACTIONS EN 2013

Développer les activités du centre éducatif

Destinée à héberger le centre, une ancienne maison palestinienne



située au pied du mur, est en cours de réhabilitation. Symbole à la fois du passé et de l'avenir, son caractère traditionnel s'associe avec l'accueil des enfants dans cette zone de non-droit, exposée à la drogue et à la criminalité. Temporairement, les activités de renforcement scolaire sont abritées à Al Aizarieh par 3 écoles partenaires. Pour pallier l'absence d'accompagnement des jeunes en situation d'échec scolaire, le centre dispense des cours de remédiation

adaptés à leurs besoins dans les matières principales (notamment en arabe, leur langue maternelle et en mathématiques). En 2013, 250 jeunes ont ainsi bénéficié de cette démarche novatrice dans la région, grâce à l'accompagnement de professeurs qualifiés.

Créer un lieu d'activités récréatives pour les enfants

Le centre vise à combler le manque d'espaces culturels et ludiques à Al Aizarieh. En juillet et août, deux camps d'été ont accueilli 112 enfants des écoles de la région. En outre, 240 enfants ont participé à des activités sportives et artistiques dans les écoles en 2013. Le centre a également introduit des ateliers de photographie et de théâtre. Ces activités favorisent le développement personnel des enfants et leur donnent l'occasion de mobiliser leurs connaissances dans un autre cadre que celui de l'école.

Soutenir les professeurs

Enfin, le centre propose des formations aux enseignants de la région afin de promouvoir des méthodes d'éducation innovantes, comme la pédagogie active et l'éducation inclusive. En partenariat avec le Ministère palestinien de l'Éducation, quatre sessions organisées en 2013 ont été l'occasion de former 80 professeurs à ces pédagogies.

LA COOPÉRATIVE DES FEMMES D'AL AIZARIEH

LOCALISATION
Territoires palestiniens - Région d'Al Aizarieh
DÉBUT DU PROJET
2010

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
15 femmes membres de la coopérative, 77 femmes de la région
PARTENAIRE LOCAL
Coopérative de développement rural d'Al Aizarieh

BUDGET 2013-2015
350 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
25 %
Cofinancé par l'UE



LE PROJET

Soutenir l'insertion socioéconomique des femmes

Les femmes d'Al Aizarieh et leurs familles sont très affectées par les difficultés économiques et sociales de la région, où 30 % de la population active est au chômage. De plus, leur participation aux revenus du foyer est devenue indispensable dans un contexte d'insécurité économique et sociale. Aussi, l'IECD a ouvert en 2010 une coopérative, gérée par des femmes, spécialisée dans la couture et la fabrication de produits alimentaires.

LES ACTIONS EN 2013

Poursuivre l'accompagnement de la coopérative

L'IECD a accompagné la coopérative dans l'amélioration de ses compétences, par la mise en place et la montée en compétence d'un nouveau Conseil d'administration pour assurer sa bonne gouvernance, son ancrage local et sa pérennité institutionnelle. Il a assuré la formation technique et managériale de ses nouveaux membres. Une nouvelle activité a été lancée en 2013 avec la réhabilitation de trois petites maisons traditionnelles dans la vieille ville, près du tombeau

de Lazare, accueillant 300 000 visiteurs par an, et destinée à commercialiser les produits de la coopérative via un bazar et une cafétéria.

Développer les activités agroalimentaires

En amont, l'IECD, la coopérative d'Al Aizarieh et l'Université Al Quds ont travaillé de concert à l'identification des coopératives voisines nécessitant un appui et des marchés porteurs de la transformation alimentaire. Localement, 77 femmes ont suivi des formations afin d'améliorer la qualité et la compétitivité de leurs produits.

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS PALESTINIENS

LOCALISATION
Territoires palestiniens - Al Aizarieh, faubourg de Jérusalem
DÉBUT DU PROJET
2011

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
140 petits entrepreneurs
PARTENAIRES LOCAUX
Municipalité d'Al Aizarieh

BUDGET 2013-2015
555 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
25 %
Cofinancé par l'UE



LE PROJET

Renforcer les compétences des entrepreneurs

Dans les Territoires palestiniens, le PIB par habitant a chuté de 30 % depuis 10 ans et le taux de

chômage reste très élevé (plus de 30 %). Le secteur informel constitue une voie de substitution pour des milliers de Palestiniens. En 2011, pour développer leur activité et améliorer leurs conditions de vie, l'IECD a lancé un projet d'appui aux petits entrepreneurs par le renforcement de leurs compétences en gestion.

LES ACTIONS EN 2013

Soutenir les entrepreneurs

Les femmes sont particulièrement demandeuses de formation, elles étaient 64 sur les 100 personnes formées en gestion d'entreprise en 2013. 36 entrepreneurs se sont inscrits au Club des Entrepreneurs, qui réunit les diplômés des formations ; stimule la mise en réseau entre entrepreneurs ; permet d'approfondir leurs

connaissances et leur ouvre de nouvelles perspectives pour une plus grande efficacité et une résilience accrue aux chocs extérieurs.

Stimuler l'initiative économique locale

Le Programme TPE est innovant et unique dans la région, en permettant, grâce à des partenariats, de promouvoir l'entrepreneuriat non plus comme une alternative mais comme un moyen de se développer. À ce titre, 25 étudiants de l'Université Al Quds, aspirant à devenir entrepreneurs, ont étudié la faisabilité de leur projet et 15 jeunes du camp de réfugiés d'Aqbet Jaber ont initié leur projet de lancer une agence événementielle à travers la formation «start-up» en 2013.



ÉGYPTE

L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES PAR LA FORMATION AUX MÉTIERS DE L'ÉLECTRICITÉ

LOCALISATION
Égypte - Le Caire et Alexandrie
DÉBUT DU PROJET
Juillet 2013

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
600 élèves en cours de formation,
50 professeurs
PARTENAIRES LOCAUX
Don Bosco Le Caire et Don Bosco
Alexandrie

BUDGET 2013-2016
570 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
8 %
Cofinancé par l'AFD



LE CONTEXTE

L'inadéquation des formations avec les besoins des entreprises

Secouée par un contexte socioéconomique incertain, l'Égypte présente la particularité d'une population très jeune (60 % en dessous de 30 ans), largement préoccupée par ses perspectives professionnelles. Malgré une faible croissance, les techniciens bien formés sont très demandés, en particulier dans les métiers de l'industrie, mais peu de jeunes répondent aux compétences recherchées.

L'OBJECTIF DU PROJET

Former les jeunes selon les exigences du secteur

Sur la base de la méthodologie développée au Liban depuis 2006,

le projet Graines d'Espérance (GDE) est développé en Égypte pour augmenter l'employabilité des jeunes, du fait de la très forte demande des entreprises dans les métiers de l'électricité.

LES ACTIONS EN 2013

Poser les fondements du projet

En partenariat avec les instituts Don Bosco Le Caire et Don Bosco Alexandrie et en lien étroit avec les entreprises du secteur afin de répondre à leurs besoins, l'IECD œuvre à la mise à jour du contenu des formations en électrotechnique (5 référentiels réadaptés en 2013 pour les formations en électricité) au niveau Baccalauréat Professionnel et au niveau Brevet de Technicien Supérieur (BTS), à la formation des enseignants (25 formés au cours de 7 sessions organisées en 2013), et à

l'équipement ou la modernisation des plateaux techniques, pour garantir une formation conforme aux exigences du monde professionnel.

Accompagner les élèves vers l'emploi

Deux bureaux d'orientation et d'emploi ont été créés pour favoriser l'insertion professionnelle du jeune, mettant ainsi en relation plus de 115 entreprises avec 330 candidats grâce à une base de données très complète. En collaboration avec les entreprises, un outil de recherche de profils techniques est en cours de création pour constituer un vivier de compétences. Des actions de valorisation vont être mises en place parallèlement pour promouvoir les métiers techniques et leurs débouchés.

GRAINES D'ESPÉRANCE AU MAROC

Avec une croissance de 5,1 %, le Maroc est le pays le plus dynamique de la zone MENA. Les marchés des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique connaissent un essor certain. Alors que le chômage des jeunes atteint jusqu'à 38 % en milieu rural, 400 000 sont en

décrochage scolaire chaque année. Malgré le dispositif développé pour la formation professionnelle, le décalage est important entre les formations existantes et les besoins des entreprises. L'étude approfondie du secteur de l'électrotechnique a identifié des lacunes notables de l'éducation fondamentale, de la connaissance des réglementations en vigueur et de l'utilisation des outils

techniques. Les étudiants manquent également de formation pratique.

Le projet Graines d'Espérance démarrera au Maroc en mars 2014, accueillant 80 jeunes par an au sein de 2 établissements partenaires, l'Institut Juk Spel à Kenitra et l'Association l'Heure Joyeuse à Casablanca, deux régions où le bassin d'emploi dans les métiers de l'électricité est dynamique.



Malgré un ralentissement de sa croissance économique, l'Asie du Sud-Est demeure la région la plus dynamique au monde. Elle reste vulnérable aux aléas de la conjoncture régionale et internationale, et requiert des réformes structurelles fondamentales pour réduire les disparités croissantes et assurer un développement soutenable à long terme. Ainsi, les écarts se creusent entre zones rurales et zones urbaines, et entre les différentes provinces où vivent des minorités. C'est pour favoriser l'insertion socioéconomique par l'emploi des jeunes défavorisés que l'IECD intervient à travers la formation professionnelle en Thaïlande et au Vietnam.

ASIE DU SUD-EST

semmer en...



47

ÉCOLE HÔTELIÈRE POUR LES JEUNES VULNÉRABLES

- DÉBUT DU PROJET EN 2008
- LOCALISATION : MAE SHOT, THAÏLANDE
- 1 PARTENAIRE LOCAL
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 190 000 €



49

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS VIETNAMIENS

- DÉBUT DU PROJET EN 2013
- LOCALISATION : HÔ CHI MINH VILLE, VIETNAM
- 1 PARTENAIRE LOCAL
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 61 000 €



48

FORMATION PROFESSIONNELLE AUX MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE

- DÉBUT DU PROJET EN 2010
- LOCALISATION : DA NANG, VIETNAM
- 2 PARTENAIRES LOCAUX
- CHIFFRE D'ACTIVITÉ : 161 000 €



THAÏLANDE

ÉCOLE HÔTELIÈRE POUR LES JEUNES VULNÉRABLES

LOCALISATION
Thaïlande - Mae Sot
DÉBUT DU PROJET
2009

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
43 jeunes Karens de 17 à 22 ans
PARTENAIRE LOCAL
Tak Border Child Assistance
Foundation (TBCAF)

BUDGET 2013-2015
530 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
36 %



LE CONTEXTE

Des populations montagnardes mal intégrées

Les Karens sont une minorité ethnique vivant isolée dans les montagnes de l'Ouest de la Thaïlande. Pour bénéficier de leur tour des opportunités économiques de leur pays, ils sont contraints de gagner les grandes villes. Cependant, non préparés aux attentes du marché car peu ou pas formés, leurs conditions de vie ont peu de chances de s'améliorer.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes défavorisés

En 2009, l'IECD et TBCAF ont ouvert à Mae Sot une école hôtelière destinée aux jeunes Karens, répondant au fort potentiel du secteur touristique. Le HCTC - Hospitality & Catering Training Center - dispose d'un hôtel-restaurant d'application, permettant aux élèves d'être immédiatement opérationnels à l'issue de leur formation.

LES ACTIONS EN 2013

Renforcer la qualité de l'enseignement

La formation cible le développement complet de l'élève : apprentissage d'un métier, développement personnel et

construction de sa vie d'adulte. En 2013, l'école a accueilli la 3^{ème} promotion d'élèves. 43 étudiants au total ont suivi la formation, axée sur la pratique (50 %) grâce à l'hôtel-restaurant d'application et à des stages dans des structures hôtelières de haut standing (4/5*), l'apprentissage théorique et l'anglais. En complément, les étudiants ont la possibilité de passer les examens officiels (niveau lycée ou universitaire) pour obtenir un diplôme d'enseignement général. Cette année, l'accent a été mis sur le renforcement du projet éducatif par l'organisation de la vie en communauté à l'internat et l'introduction d'un système de tutorat pour chacun.

Au cours de leurs deux années de formation, les jeunes mûrissent leur projet professionnel et découvrent leur potentiel.

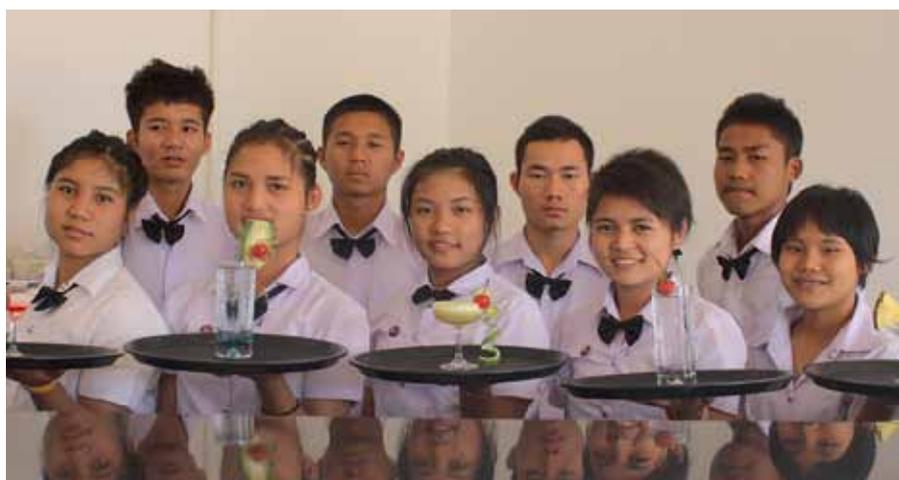
Développer le réseau de partenaires

Des partenariats durables ont été noués avec des experts et des établissements hôteliers de renom tels que Starwood, Four Seasons, Onyx, Hilton, Sheraton, Chedi, ou encore l'école hôtelière Vatel. Ces partenariats sont clés pour accueillir les élèves en stage, leur proposer des emplois à l'issue de leur formation et renforcer constamment les compétences de l'équipe pédagogique.

Le groupe Accor et sa fondation ont apporté un appui significatif, en particulier sur les axes d'amélioration du programme, pour mieux s'adapter aux besoins du secteur.



Découvrir l'école hôtelière Mae Sot en images





VIETNAM

FORMATION PROFESSIONNELLE AUX METIERS DE L'INFORMATIQUE

LOCALISATION
Vietnam - Da Nang
DÉBUT DU PROJET
2010

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
89 bacheliers, 360 étudiants en renforcement informatique
PARTENAIRES LOCAUX
Université de Da Nang, East Meets West, Passerelles Numériques Vietnam

BUDGET 2010-2013
895 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
100 %
Cofinancé par l'AFD



LE CONTEXTE

Le difficile accès des jeunes ruraux à l'université

Le centre du Vietnam est l'une des régions les plus pauvres du pays. Pour les jeunes issus de familles rurales démunies, le manque d'argent et l'éloignement des centres de formation constituent autant de freins à l'accès aux études supérieures. Toutefois, la demande des entreprises dans certains secteurs a explosé ces dernières années. C'est notamment le cas du secteur de l'informatique, qui avec l'augmentation des contrats de sous-traitance, connaît une forte croissance au Vietnam, créant

de nombreux emplois. Selon le Ministère de l'Information et des Télécommunications, le besoin en personnel du secteur des technologies de l'information dans le secteur privé et public croît de 13 % par an. Pourtant, au Vietnam, les capacités de formation dans ce domaine sont limitées.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes ruraux

En 2010, l'IECD et Passerelles Numériques ont créé un centre de formation professionnelle au sein de l'Université de Da Nang. L'objectif est de donner aux bacheliers ruraux défavorisés la possibilité de se former aux métiers de l'informatique pour trouver un travail pérenne et valorisé dans ce secteur particulièrement porteur au Vietnam.

LES ACTIONS EN 2013

Promouvoir la formation dans les campagnes

Le processus de recrutement a été élargi à 7 provinces en 2013 (contre 5 l'année précédente) ; l'équipe s'est étoffée en conséquence, afin d'assurer la sélection des jeunes. Sur plus de 1 000 candidats ayant manifesté leur intérêt et participé aux tests écrits, 29 jeunes défavorisés ont été retenus après le passage d'un examen oral. Une

visite de la famille a également été réalisée afin de valider le critère social.

Accueillir une nouvelle promotion

En septembre, le centre a accueilli un total de 89 étudiants (1^{ère} et 2^e année), qui bénéficient d'une bourse d'étude, ainsi que d'un accompagnement global sur le plan personnel et éducatif. De plus, afin qu'ils étudient dans des conditions adéquates, 30 nouveaux postes informatiques ont été achetés et des investissements ont été réalisés dans les installations « réseaux » afin de garantir la sécurité des postes et un fonctionnement optimal des laboratoires.

Former les étudiants à un métier porteur

Pendant 2 ans, les élèves suivent des formations pratiques en informatique (administration réseaux, programmation) ; ainsi que des cours d'anglais. Ils peuvent ensuite mettre en application leurs connaissances lors du stage de 2 mois qu'ils réalisent à mi-parcours. Grâce au soutien d'une trentaine d'entreprises partenaires accueillant les étudiants, la formation est un véritable tremplin vers la vie active. En octobre 2013, 54 élèves ont été diplômés lors d'une cérémonie qui a réuni l'ensemble des partenaires du programme.

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS VIETNAMIENS

LOCALISATION
Vietnam - Ho Chi Minh Ville (HCMV)
DÉBUT DU PROJET
2013

BÉNÉFICIAIRES EN 2013
112, dont 52 micro-entrepreneurs
sédentaires et 60 vendeuses de rue
PARTENAIRE LOCAL
Social Development Training Center
(SDTC)

BUDGET 2013-2015
300 000 euros
ENGAGEMENTS RÉALISÉS
20 %



LE CONTEXTE

Un secteur informel grandissant mais ignoré

Tigre de l'Asie, le Vietnam a connu une très forte croissance économique mais les plus vulnérables et les moins éduqués ne profitent pas de cet essor. Attirés par les opportunités des grandes mégapoles, ces Vietnamiens sont contraints de créer leur propre emploi, alimentant ainsi un secteur informel. Ce secteur estimé à 20 % du PIB représente plus de 10 millions d'artisans, de commerçants, de vendeurs de rue, etc.

L'OBJECTIF DU PROJET

Profiter des opportunités grâce à des connaissances et des outils adaptés

L'IECD lance en 2013 le Programme d'Appui aux Très Petites Entreprises avec l'ambition d'accompagner deux catégories de populations fragiles vers la consolidation de leur

activité : les micro-entrepreneurs sédentaires et les vendeurs de rue, particulièrement vulnérables et essentiellement composés de femmes.

Être au plus près des besoins des acteurs locaux

En 2013, le programme a noué des partenariats forts avec le Social Development Training Center, le département en charge de la formation et du développement social de l'Université Ton Duc Thang, et avec les entreprises implantées au Vietnam.

LES ACTIONS EN 2013

Réussir l'implantation du programme

Le programme s'est inscrit localement en renforçant ses liens avec ses partenaires publics et privés, notamment grâce à un cadre institutionnel stable. Pour répondre aux besoins grandissants, une équipe de 4 formateurs a été

recrutée et formée.

Les contenus de formation ont été traduits et adaptés au contexte local permettant d'organiser 9 promotions à travers les 3 centres de formation disséminés sur le territoire de HCMV ; ces formations ont attiré un total de 112 bénéficiaires, dont 53 % de vendeurs de rue.

Promouvoir la réussite des entrepreneurs

En moyenne, les entrepreneurs formés en 2013 atteignent à plus de 80 % l'objectif personnel qu'ils ont fixé avec le formateur au début de la formation, et leur chiffre d'affaires augmente en moyenne de 4 % à 11 % entre les premières sessions de formation et les 6 mois qui suivent.

Les entrepreneurs changent de paradigme : ils se fixent eux-mêmes des objectifs à atteindre sur le long terme et se considèrent comme des chefs d'entreprise à part entière.



Parallèlement aux projets promus dans les pays émergents et en développement, l'IECD soutient, depuis son origine, des activités à caractère social, éducatif, universitaire et culturel en Europe. Ces projets sont souvent le fruit d'une volonté expresse d'un ou de plusieurs donateurs qui souhaitent affecter leurs dons à une action concrète.

LE PROJET TERRE DE CIEL

Améliorer la prise en charge des personnes âgées

Professionaliser le secteur sanitaire et social

TERRE de CIEL est un organisme de formation continue implanté à Marseille et labellisé par l'IPERIA (ex Institut Fepem de l'Emploi Familial IFEF). Spécialisé dans les métiers sanitaires et sociaux, il développe des cursus qui répondent aux besoins de professionnalisation et d'insertion d'un secteur en pleine croissance.

Proposer une formation continue qualifiante aux professionnels de la médico-dépendance

En 2006, TERRE de CIEL a ouvert une filière au sein de l'École de management-EMD de Marseille. Cette filière propose notamment des formations continues pour l'accompagnement des personnes âgées ou dépendantes. TERRE de CIEL a développé une démarche pédagogique dynamique, qui met l'accent sur la responsabilisation et le sens de l'autre. Chaque formation propose près de 20 heures de cours. En parallèle, un tutorat mensuel a été mis en place pour accompagner les stagiaires dans leur progression. Cette formation est agréée et co-financée par le Pôle-Emploi des Bouches-du-Rhône.

Soutenir les formations TERRE de CIEL

Chaque année, TERRE de CIEL fait l'objet d'une subvention de la Dotation Walter et Germaine Mühlethaler abritée par l'IECD, le cycle 2012-13 a été doté de 40 000 euros pour contribuer à l'équipement, l'ameublement et la dotation en livres de la bibliothèque technique de l'école.

EUROPE

semer en...

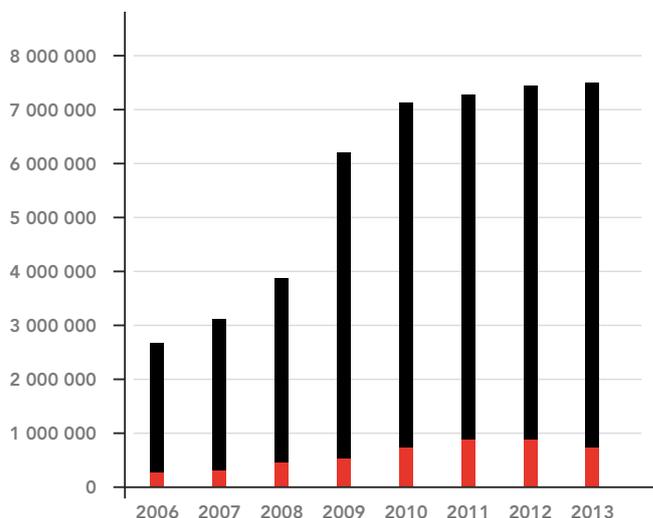
RAPPORT FINANCIER 2013

RAPPORT DE GESTION

En 2013, l'IECD a maintenu un chiffre d'activité stable à 7,5 millions d'euros contre 7,4 millions d'euros en 2012 (hors éléments exceptionnels) et 7,5 millions d'euros en 2011.

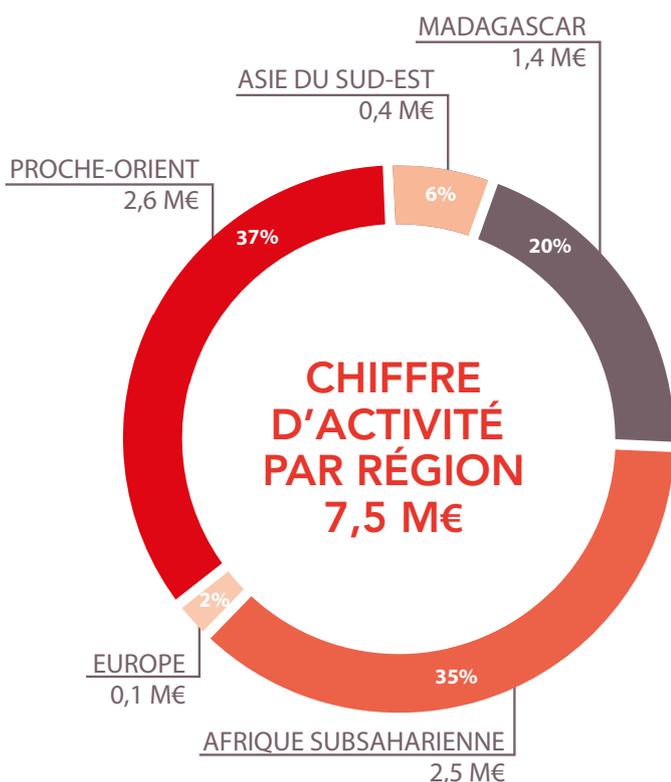
Durant l'année écoulée, 40 projets ont été mis en œuvre dans 15 pays. On notera plus particulièrement les aspects suivants :

- la montée en charge d'activités significatives comme le Programme d'Appui aux Structures de Santé (PASS) au Congo-Brazzaville, l'École Hôtelière «La Rizière» et le programme SESAME à Madagascar, ou encore le projet d'accès à l'emploi des jeunes au Liban (GET);
- l'essai géographique de deux programmes phares de l'IECD que sont l'appui aux Très Petites Entreprises et Graines d'Espérance, annonciateur d'une croissance de leur activité;
- la structuration opérationnelle et comptable d'un pôle lucratif au sein de l'activité globale de l'IECD.



Evolution du chiffre d'activité en euros, depuis 2006 (hors éléments exceptionnels)

■ Fonctionnement (hors Prov, risques)
■ Engagements sur projets & legs



La part des frais de fonctionnement dans le chiffre d'activités est en recul, à 8.6 % contre 9.1 % l'année précédente, traduisant la volonté de maintenir une utilisation optimale des fonds collectés vers des projets d'aide au Développement.

En 2014, l'activité devrait être en hausse importante par rapport à 2013. L'essai des programmes Graines d'Espérance et d'Appui aux petites entreprises, l'extension du programme de renforcement éducatif et scolaire à Madagascar ainsi que les activités au Liban dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle des jeunes seront les principaux contributeurs de cette nouvelle phase de croissance.

L'IECD maintient l'essentiel de ses activités en Afrique subsaharienne, au Proche-Orient et à Madagascar. L'Asie du Sud-Est et l'Afrique du Nord annoncent toutefois d'intéressantes prémices de croissance.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2013

ACTIF ⁽¹⁾	2013	2012	PASSIF	2013	2012
Immeubles	347 376	347 376	Fonds associatif et réserves	70 000	70 000
Aménagements	8 420	8 420	Report à nouveau	133 192	125 378
Matériel de transport	44 800	44 800	Excédent de gestion	23 934	7 815
Matériel de bureau	61 262	59 830			
Amortissements	-197 648	-178 510			
Autres titres immobilisés	600 000	600 000			
Dépôts et cautionnements	14 275	10 673			
ACTIF IMMOBILISÉ	878 485	892 589	FONDS ASSOCIATIF	227 126	203 192
Subventions à recevoir	769 388	614 713	Provisions pour risques	195 093	201 317
Autres créances	46 935	39 136			
CRÉANCES	816 324	653 850	PROVISIONS POUR RISQUES	195 093	201 317
Valeurs mobilières de placement	1 827 135	2 068 048	Fonds publics dédiés	516 714	203 004
Provisions pour dépréciation des VMP	-9 561	-22 727	Fonds dédiés sur dons privés	1 289 013	1 267 812
Disponibilités	961 197	656 676	Fonds dédiés sur legs et donations	2 120 381	2 115 377
TRÉSORERIE	2 778 771	2 701 997	FONDS DÉDIÉS	3 926 108	3 586 193
Charges payées d'avance	38 408	8 005	Dettes financières	16 194	16 777
Ecart de conversion actif	84 393	64 011	Dettes fournisseurs	57 610	175 800
			Dettes fiscales et sociales	110 347	97 656
			Autres dettes	57 176	23 643
COMPTES DE RÉGULARISATION	122 801	72 016	DETTES	241 327	313 877
			Produits constatés d'avance	0	10 080
			Ecart de conversion passif	6 727	5 793
			COMPTES DE RÉGULARISATION	6 727	15 873
TOTAL	4 596 381	4 320 452	TOTAL	4 596 381	4 320 452

(1) Dont une dotation provenant d'une donation effectuée par une personne physique en vue de l'accompagnement des personnes âgées. Ses modalités d'engagement sont spécifiques. Voici son bilan simplifié au 31 décembre 2013 :

ACTIF	2013	2012	PASSIF	2013	2012
ACTIF IMMOBILISÉ	842 435	849 695	FONDS ASSOCIATIFS ET RÉSERVE		
CRÉANCES	92 804	8 299	FONDS DÉDIÉS ET AUTRES	2 041 846	2 006 697
TRÉSORERIE	1 244 246	1 163 911	DETTES	137 640	15 208
TOTAL	2 179 486	2 021 905	TOTAL	2 179 486	2 021 905

Chiffres en euros



CERTIFICATION DES COMPTES

Les comptes annuels, arrêtés au 31 décembre 2013, ont été contrôlés et certifiés par le Commissaire aux comptes de l'association M. Jacques Le Pomellec, Associé responsable technique du cabinet HLP Audit S.A.S (Commissaire aux Comptes, Membre de la Compagnie Régionale de Rennes). Ils ont été établis selon les principes et méthodes comptables admis en France, en conformité avec le plan comptable appliqué aux associations et aux fondations.

COMPTE DE RÉSULTATS 2013

CHARGES			RESSOURCES		
	2013	2012		2013	2012
PROJETS SUR DONS PRIVÉS ET SUBVENTIONS PUBLIQUES			PROJETS SUR DONS PRIVÉS ET SUBVENTIONS PUBLIQUES		
Subventions versées	3 221 814	4 522 985	Subventions publiques	1 878 502	2 046 929
Locations immobilières	143 086	143 119	Concours des entreprises	1 469 919	961 016
Achat d'équipements	666 461	345 908	Subventions fondations, associations	3 233 104	3 623 793
Assistance technique locale	1 520 900	1 424 068	Collectes et dons	417 900	201 876
Frais divers sur projets	395 113	589 774	Subventions ou apports locaux ¹	369 452	442 452
Missions et expertises techniques	511 908	498 422	Produits financiers	2 220	133
Frais de collecte	5 846	11 663	Résultats exceptionnels	49 436	4 601
Engagements réalisés sur projets	6 465 129	7 535 939	Ressources utilisées sur projets ²	7 420 531	7 280 801
Engagements à réaliser sur fonds publics	516 714	203 004	Ressources non utilisées sur fonds publics ⁴	120 062	691 599
Engagements à réaliser sur fonds privés	1 038 380	1 007 466	Ressources non utilisées sur fonds privés ⁴	1 074 431	1 442 680
			Quote-part de gestion sur projets	-594 801	-668 671
SOUS-TOTAL	8 020 223	8 746 410	SOUS-TOTAL	8 020 223	8 746 410
GESTION DES LEGS			GESTION DES LEGS		
Engagements réalisés	158 646	98 505	Ressources utilisées ³	224 945	98 505
Engagements à réaliser	66 299	0	Ressources non utilisées ⁴	0	0
SOUS-TOTAL	224 945	98 505	SOUS-TOTAL	224 945	98 505
FRAIS DE FONCTIONNEMENT			RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT		
Loyers, charges et équipement	62 642	81 717	Cotisations ordinaires et dons collectés	64 031	54 265
Frais de personnel	424 926	542 202	Subventions de fonctionnement	280	966
Honoraires et missions	54 909	48 672	Quote-part de gestion sur projet	594 801	668 671
Communication	49 600	53 402	Quote-part de gestion sur legs	9 432	4 148
Autres charges (cotisations, etc...)	38 713	32 394	Produits financiers	7 953	24 730
Dot. amortissement	17 061	19 588	Produits exceptionnels	3 430	879
Dot. aux provisions sur risques	108 489	154 225	Rep. de provisions sur risques (projets)	97 568	186 356
Excédent de gestion	21 156	7 815			
SOUS-TOTAL	777 495	940 015	SOUS-TOTAL	777 495	940 015
PRESTATIONS DE SERVICE / PROJETS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE			PRESTATIONS DE SERVICE / PROJETS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE		
Charges directes sur projets	258 818		Prestations	280 655	
Services extérieurs	14 749		Ressources non utilisées sur prestations de service	15 977	
Charges de personnel indirects	19 802				
Résultat courant avant impôt	3 263				
Impôt	485				
Excédent après impôt	2 778				
SOUS-TOTAL	296 632		SOUS-TOTAL	296 632	
TOTAL	9 319 296	9 784 929	TOTAL	9 319 296	9 784 929

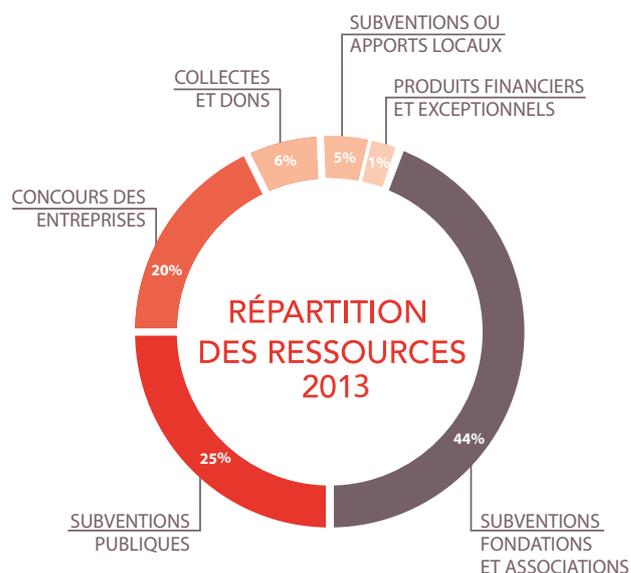
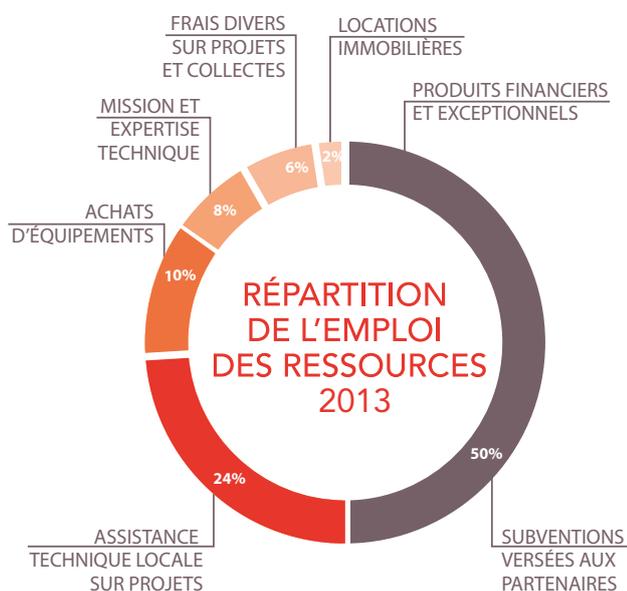
¹ Subventions ne transitant pas par l'IECD et apports en nature reçus localement

Chiffres en euros

² Ressources effectivement perçues au cours de l'exercice, sauf en cas de perte ponctuelle sur projets dont le besoin de financement est couvert par une convention.

³ Ressources effectivement perçues au cours de l'exercice

⁴ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs



STATUTS & GOUVERNANCE

Fondé le 8 janvier 1988, l'Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD) est une association à but non lucratif de droit local alsacien-mosellan, reconnue de mission d'utilité publique depuis 2010. Il est habilité à recevoir des donations notariées et des legs testamentaires en exonération de droits de mutation à titre gratuit.

Conformément à l'objet social figurant dans ses statuts (article 2), l'action de l'IECD vise à « concevoir, développer et encourager toutes sortes d'initiatives sociales, éducatives, scientifiques, socio-économiques et culturelles, ou dans le domaine de la santé, en France et à l'étranger, notamment dans les pays en développement, qui contribuent à la promotion humaine et à la santé des personnes de toute race et condition, en subvenant à leurs besoins intellectuels et matériels ».

Le Conseil d'Administration

Présidente : Marie-José Nadal - Chargée de mission auprès de l'AMF (Autorité des marchés financiers)

Vice-président : Christian Malsch – Directeur général de SEBRO S.A.

Secrétaire Général : Patrick Blin - Ancien avocat au Barreau de Paris

Trésorier : Michel Baroni - Directeur du Mastère de techniques financières à l'ESSEC

Les Administrateurs

Guy Azaïs - Ministre plénipotentiaire (ER), ancien ambassadeur

Bernard Davoust - Docteur vétérinaire

Jean-Noël Lucas - Finance Controller, Procter & Gamble

Hubert de Mestier - Professeur des Universités de Tokyo et Waseda (Japon)

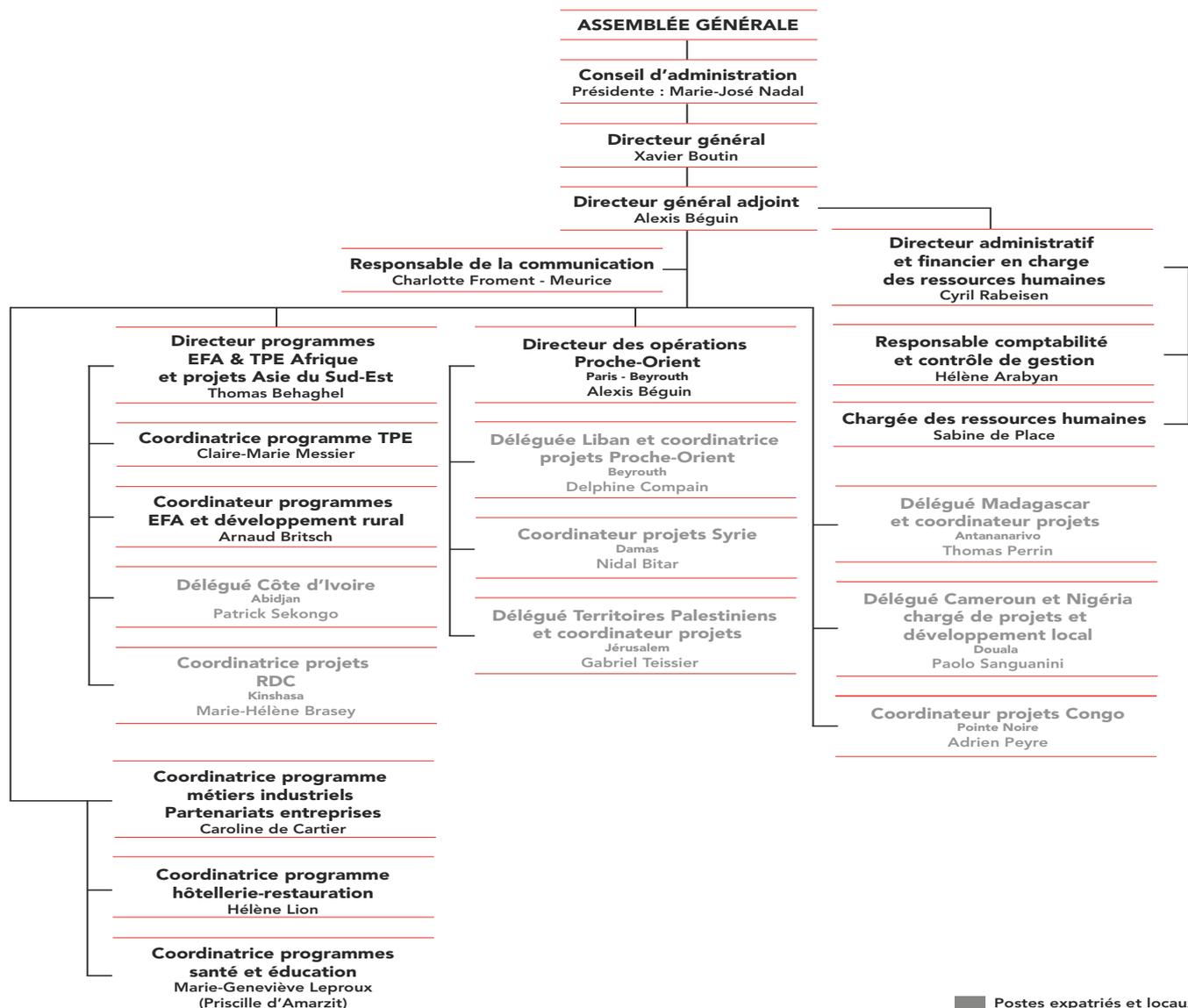
Annick Rascar - Cadre infirmier

Hervé Rudaux - Directeur général adjoint d'une société de gestion de fonds d'investissement

Grégoire de Saint Quentin - Officier général

Louis Schoepfer - Médecin

Marc Senoble - Président-directeur général de SENOBLE S.A.





REMERCIEMENTS

Les actions de l'IECD n'auraient pas été possibles sans les concours de l'Agence Française de Développement, de l'Union Européenne, des agences multilatérales (notamment l'UNICEF, l'UNHCR et l'OFID), des régions Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône Alpes et de la DCI de Monaco.

Nous tenons aussi à remercier entre autres : les fondations Alasol, AnBer, Cécile Barbier de la Serre, Drosos, Fitia-Fondation de France, Helios Trust, Lord Michelham of Hellingly, Fondation Mahmoud Shakarchi, Fondation Sesam, Tamari Foundation, Tonga, Fondation Roi Baudouin et Welfare Foundation; les fondations d'entreprise Air France, Addax-Sinopec, Schneider Electric, Addax-Oryx, Société Générale et Trafigura; les fonds de dotation Educandi, Emeraude Solidaire, Marguerite et SEED ; les associations AFM, Frères de nos frères, Association Philippe Jabre et L'Œuvre d'Orient ainsi que les entreprises Bourbon, Total E&P, Holcim, Murex, Matelec, CFAO, JJA, Bel, Perenco, Schneider Electric au Liban, Nigeria et Egypte, SIFCA, GDF-Suez, etc.

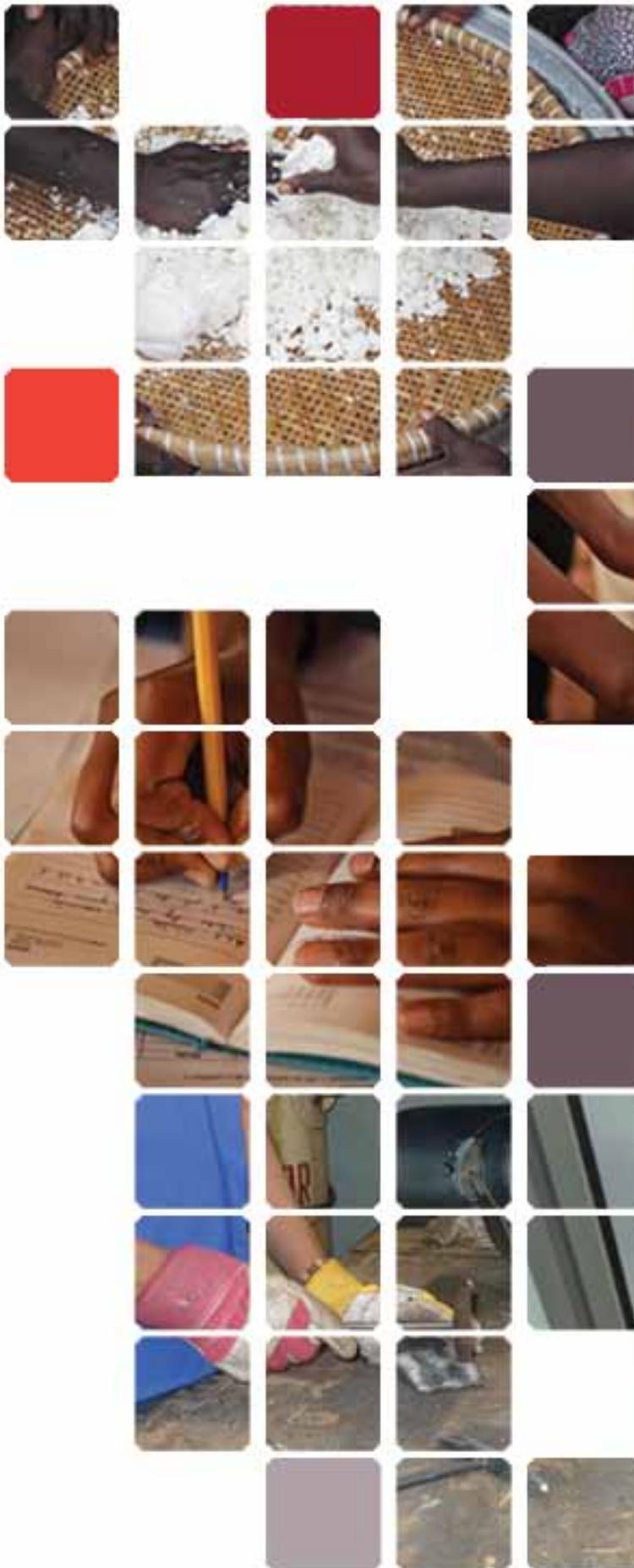
Nous souhaitons également remercier chaleureusement toutes les personnes qui, à titre individuel, apportent un soutien décisif aux actions de l'IECD.

Enfin, nous remercions nos équipes et nos partenaires qui, depuis plus de 25 ans, s'engagent chaque jour sur le terrain avec professionnalisme.

CRÉDITS

Conception : G. de Prémare / M. Fiessinger

Crédit photos : Irina Randrianaly (couverture et Madagascar), Yan Lerval (Congo-Brazzaville), Solofo Tinah (Madagascar), Isaure Lambert (Liban), Louis-Thibaud Chambon (Vietnam)




Semeurs d'avenir

INSTITUT EUROPÉEN DE COOPÉRATION
ET DE DÉVELOPPEMENT

20 rue de Dantzig
75015 Paris – France

Tél : +33 1 45 33 40 50
Fax. +33 1 45 33 40 38

www.iecd.org

